

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 44

septembre 85 / 14 fr.

Sommaire

Gangstérisme d'Etat à la française



**Aspects de la réorganisation
du mouvement ouvrier. 1953-1958**



**UNE ERE DE TURBULENCES
S'OUVRE DANS LA CGT**



**L'essor du mouvement syndical
en Afrique du Sud**



Remobilisation ouvrière en Espagne



VII^e Congrès de la LCR

Tribune de discussion

Dossier

Gangstérisme d'Etat à la française

TOUT a commencé avec une dépêche d'agence presque anodine. Le *Rainbow Warrior*, affrété par Greenpeace pour sa campagne d'été contre les essais nucléaires français dans le Pacifique, avait coulé le 10 juillet dans le port d'Auckland en Nouvelle-Zélande. L'attentat, qui a coûté la vie à un photographe portugais n'était, bien sûr, et ne sera jamais revendiqué.

A partir du 17 juillet et de la seconde interpellation des « faux époux Turenge », l'opinion française, mais aussi une bonne partie de l'opinion internationale, plonge médusée dans l'épaisseur d'un mauvais roman d'espionnage. Chaque jour nous a depuis apporté son lot de révélations, plus ou moins contradictoires, mais dont il ressort, sans aucun doute possible, que les services de la DGSE et le gouvernement français sont, pour le moins, « mouillés » dans ce coup tordu.

Enfin, Bernard Tricot, ce grand commis de l'Etat, si longtemps chargé des affaires de l'ombre dans celle du général de Gaulle, a le culot de « blanchir » les services de la Direction générale de la sécurité extérieure et le gouvernement dont ils dépendent, dans un rapport dont il souligne, lui-même, qu'il repose sur des bases ô combien fragiles !

De nouveaux et inévitables développements sont à prévoir, en particulier au plan international. Il reste que, pour l'heure François Mitterrand, avec la bienveillance de la droite et de Chirac en particulier, a presque transformé cette affaire en un non-événement. Pourquoi et comment ?

Souvenons-nous de l'affaire Ben Barka, ce leader de l'opposition marocaine enlevé en plein Paris, par des agents et des truands français, livré aux sbires de Hassan II, disparu à tout jamais. C'était en octobre 1965. Le scandale éclaboussait pendant deux ans les dignitaires gaullistes et ébranlait le régime, dont il dévoilait les dessous et la réalité. La gauche avait, à l'époque, fait un symbole de cette affaire, dans son combat pour les libertés face au carcan de l'Etat fort.

Cette fois, rien de tel : par-delà les loupés d'une opération de « leurs » services secrets, toutes les forces politiques en place sont unanimes pour défendre la dissuasion nucléaire. Une dissuasion qui fonde précisément ce type d'activité terroriste, visant à préserver les intérêts vitaux de l'impérialisme français. Les protestations verbales du PCF contre les tentatives gouvernementales d'étouffer l'affaire se heurtent à cette limite là.

Contrainte d'abandonner le site d'essais nucléaires de Reggane après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, la France ouvrit le Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) en 1963. Elle y réalisa une première explosion en 1966. Dix ans plus tard, elle dut faire face à une importante campagne internationale visant à la contraindre à abandonner les essais dans l'atmosphère, essais auxquels toutes les autres puissances nucléaires avaient déjà renoncé.

Aujourd'hui, Paris est confronté à l'exaspération de peuples de la région devant le mépris arrogant affiché par le gouvernement français à leur égard. Ce sentiment grandissant trouve à s'exprimer jusque dans les prises de positions, pourtant modérées, des quatorze Etats membres du Forum du Pacifique-Sud déclarent tout à la fois solidaires de la lutte du peuple kanak pour son indépendance et déterminés à obtenir l'arrêt des essais nucléaires français dans le Pacifique.

Autant dire que la situation de l'impérialisme français dans la région n'est pas spécialement confortable. Le sabotage du *Rainbow Warrior*, comme précédemment

l'annonce de l'installation d'une base stratégique à Nouméa, doivent être analysés dans un tel contexte. L'impérialisme français est prêt à mettre en œuvre tous les moyens de sa puissance pour protéger ses positions coloniales dans le Pacifique Sud qui sont, en l'état, indispensables au maintien à niveau de ses forces de dissuasion.

Si le crime avait été parfait, il aurait directement profité au gouvernement français. Aucun autre mobile n'est susceptible de justifier une intervention aussi risquée. Il faut en effet souligner la difficulté d'une opération probablement programmée au plus haut sommet de l'Etat et confiée pour exécution à la DGSE. Intervenir dans les eaux territoriales d'un pays ami, dans un de ses principaux ports, sans avoir la possibilité d'utiliser des moyens lourds d'approche et de récupération du commando posait sans doute des problèmes techniques importants.

La leçon vaut pour toutes les opérations montées par les services, y compris les plus performants, dès qu'ils sont coupés de leurs bases arrières. Que l'on se souvienne par exemple du fiasco de la tentative de la CIA dans le désert iranien, lors de l'affaire dite du « nid d'espions » à Téhéran. C'est en effet une des lois du genre, et il ne faut certainement pas aller chercher plus loin l'explication de ces multiples « traces » laissées derrière eux par les espions français.

Au-delà des faits eux-mêmes, la fausse gauche, la gauche officielle nous offre une admirable petite leçon de choses. Avec elle ou sans elle, l'Etat bourgeois reste cette « bande d'hommes armés » prêts à tout pour défendre les intérêts de l'impérialisme français. Les discours des Mitterrand, Fabius et autres Hernu sur les droits de l'homme ne relèvent que d'un exercice hypocrite et cynique visant à faire oublier leurs crimes d'Etat, petits ou grands. C'est pourquoi, lorsqu'ils distillent semi-vérités et demi-mensonges, lorsqu'ils mentent effrontément au nom de la raison d'Etat, ils ne sont pas plus ridicules que d'autres. Ils sont au contraire dans le ton, dans leur rôle de lieutenant zélé du capital. C'est cela qu'attend d'eux la bourgeoisie, ils le savent et ils s'y conforment.

Cette gauche gouvernementale a fait siennes les institutions de la V^e République, nées dans les complots et dont l'affaire Ben Barka hier, celle du *Rainbow Warrior* aujourd'hui, rappellent périodiquement les ressorts cachés et les fondements. Cette gauche s'est rendue prisonnière et otage de ces institutions et de l'appareil d'Etat, sans se faire prier. Elle assume cette situation, et même en rajoute.

L'affaire du *Rainbow Warrior* exige une riposte de tous ceux et de toutes celles qui sont attachés à la paix et aux libertés. La DGSE est mouillée jusqu'au cou dans le meurtre d'Auckland. Il serait illusoire et pour tout dire ridicule de prétendre au contrôle démocratique de pareilles institutions. La revendication, avancée par le PCF, et aussitôt satisfaite en partie par Laurent Fabius, d'un contrôle parlementaire sur les activités de la DGSE est un simple rideau de fumée destiné à masquer l'embarras d'un parti rallié à la bombe depuis 1977.

Il faut bien plutôt exiger la dissolution pure et simple des services secrets et la suppression des crédits importants qui leur sont alloués, sous la forme d'une dotation budgétaire spéciale à la discrétion du Premier ministre.

La campagne pour l'arrêt des essais nucléaires français peut s'amplifier pour peu qu'elle soit relayée ici-même, s'appuyant sur la décision de l'Union soviétique de décréter un moratoire unilatéral des essais nucléaires jusqu'à la fin de l'année, les Verts allemands ont demandé à la France et aux Etats-Unis d'en faire de même. Nous souscrivons totalement à cette démarche qui rencontre un écho grandissant dans les pays d'Europe du Nord, parmi les forces pacifistes indépendantes et jusque dans les rangs des partis social-démocrates.

Enfin, nous exigeons le retrait des troupes françaises du Pacifique, ce qui suppose le démantèlement du Centre d'expérimentation du Pacifique et la reconnaissance du droit des peuples colonisés par la France dans la région, dont le peuple kanak, à disposer d'eux-mêmes. C'est précisément ce qu'exigeait en octobre 1984 la conférence du Forum des syndicats du Pacifique, à l'initiative de l'USTKE, le syndicat des travailleurs kanaks : « *Reconnaissant l'absolue nécessité d'un Pacifique indépendant et dénucléarisé, reconnaissant qu'il ne pourra y avoir de totale dénucléarisation du Pacifique sans l'indépendance de tous les peuples de la région, la troisième conférence du Forum des syndicats du Pacifique réaffirme son soutien à la lutte du peuple kanak pour l'exercice de son droit inné et actif à l'indépendance.* »

Ces objectifs ne sauraient être ignorés de ceux et celles qui n'ont pas renoncé à changer le monde et que révoltent crime et hypocrisie naguère honnis mais aujourd'hui perpétrés et assumés par la gauche officielle.

Pour comprendre le moment présent,
mémoire garder :

Aspects de la réorganisation du mouvement ouvrier en France de 1953 à 1968

Pierre REME

Nous avons trop tendance, quand il s'agit des luttes de classes en France, à ignorer la période d'avant 1968. Ou de la connaître au travers d'approximations. Il s'agit pourtant d'une phase de l'histoire de notre pays propre à nous donner un recul nécessaire par rapport à nos problèmes d'aujourd'hui.

Pour réagir contre cette carence, l'article qui suit vise à mettre en lumière les phénomènes de recomposition politique au sein du mouvement ouvrier, qui ont accompagné la « trahison » de 1956, elle-même suivie de la défaite de la classe ouvrière en 1958.

Volontairement, il laisse de côté le bilan de notre propre organisation, le PCI, à l'époque : cela relève de la discussion, nécessaire mais distincte, autour des problèmes de l'« entrisme ».

Notre histoire nationale semble bégayer : jamais il n'y a eu articulation entre mobilisation ouvrière de masse et victoire électorale de la gauche. Depuis 1946 au moins. Après l'espoir déçu d'une Libération qui soit aussi sociale, on se retrouve vite en 1951, avec le rétablissement d'un gouvernement de centre-droit. A distance, la situation est paradoxale : la SFIO¹ préfère se compter « dans l'opposition » plutôt que d'accepter une alliance éventuelle avec un PCF qui représente à lui seul 26 % des voix, dont 47 % des suffrages ouvriers exprimés². Antoine Pinay retrouve sa place « aux affaires », fait lourdement chargé de symboles : les gaullistes acceptent une majorité en alliance avec des anciens de Vichy³.

Cela mène bien sûr à une politique réactionnaire : les attaques anti-ouvrières préparées par le gouvernement Laniel (juillet 1953) comportent le prix à payer pour la guerre d'Indochine.

Résultat, en août 1953 : une grève générale de deux puis de trois à quatre millions de fonctionnaires et de travailleurs du privé. Des « décrets » étaient en préparation contre les fonctionnaires, les retraités, la Sécurité sociale, menaçant le pouvoir d'achat de tous⁴. Animée et unie par des assemblées générales à la base chez les fonctionnaires, la grève générale prend rapidement une dimension politique : une pétition circule, que les grévistes font signer aux députés, pour exiger la convocation

d'une session extraordinaire du Parlement afin d'inverser les choix gouvernementaux.

Les directions confédérales FO et CFTC passent alors un accord au sommet, bradant le rapport de forces. Elles font cela contre les grévistes, contre la CGT, contre la minorité CFTC et contre la grande masse de la base de FO. La convocation du Parlement, qui avait rassemblé un nombre suffisant de signatures de députés, n'a finalement pas lieu. Tout tourne en jus de boudin.

Mais cela explique comment, après la victoire des Vietnamiens à Dien Bien Phu, quelques mois plus tard, les mêmes parlementaires font appel à Mendès-France, député radical de gauche, pour faire la paix en Indochine. Cela explique aussi, une fois cette paix faite, le retour aux jeux d'assemblée. Puis la dissolution du Parlement et des élections anticipées, fixées au 2 janvier 1956.

Des espoirs déçus 1956 à la défaite de 1958

Syndicalistes et travailleurs se mobilisent vraiment⁵ : les leçons d'août 1953 se reportent sur le terrain électoral. D'où un succès en nombre de voix et d'élus. Cela joue pour le PCF. Et aussi pour le « Front républicain », animé par Mendès-France mais dominé par la

1. SFIO (Section française de l'internationale ouvrière) : nom du PS jusqu'à sa « rénovation » au début des années soixante-dix.

2. Si on additionne simplement les suffrages des partis de la gauche du type « Programme commun », la majorité en question s'inverse... Mais, à l'époque, on discute sans aucune pudeur des vertus des différents modes de scrutin en les jugeant selon leur faculté d'empêcher 26 % du corps électoral (les voix du PCF) d'influencer la politique du pays.

3. Antoine Pinay, né en 1891, militant du « parti de l'Ordre », l'Alliance démocratique, avant la guerre ; conseiller national de Pétain. Echappe de peu à l'épuration en 1944, condamné à l'« inéligibilité », amnistié peu après. Son élection en juin 1946 sonne le retour de la droite. Il est investi Président du conseil, en 1952, grâce au concours de 27 des députés gaullistes... « La page de 1944 est tournée » commente un historien, J.-P. Rioux, in *La France de la IV^e République*, tome 1 p. 234, coll. Point histoire au Seuil.

4. Le niveau de vie des salariés, en 1953, n'a pas encore rattrapé celui de 1938. Alors que la production, stimulée par les investissements de reconstruction d'après guerre, a retrouvé son niveau de fin 1938.

5. On a pu calculer, par exemple, que l'appel à voter de la minorité CFTC a, dans le seul département de Loire-Atlantique, fait se déplacer vers la gauche 20 000 voix.

SFIO de Guy Mollet. Le programme : la paix en Algérie et une politique de « progrès social ». Le PCF vote « les pleins pouvoirs » demandés par le gouvernement Guy Mollet. Mais ce dernier, pour ne pas devoir affronter les « ultras » d'Algérie, intensifie la guerre, rappelle le contingent et fait payer le tout par une politique d'austérité. Le contraire de ce pour quoi ont voté les travailleurs. Bref, la « trahison ».

A la mobilisation sans débouché politique de 1953 succède une victoire électorale sans mobilisation sur le terrain social, suivie d'un abandon des promesses électorales. La désillusion est terrible. L'inquiétude devant la guerre coloniale aussi. Ces événements préparent la fin de la IV^e République. Porté par les combats du 13 mai et les émeutes d'Alger, de Gaulle revient de Colombey.

Dans leur grande masse, les travailleurs se mobilisent peu, les appels à défendre les institutions démocratiques se heurtent à un sentiment d'écœurement. « Beaucoup de camarades nous ont accusé, de lutter pour les hommes que nous avions si souvent dénoncés » explique par exemple Eugène Descamps⁶.

Après 1956, la désillusion comme la division, en effet, sont profondes. Guy Mollet a réalisé l'expédition de Suez, pour intimider le leader nationaliste Nasser. Il « couvre » la torture en Algérie. Et le PCF a pu saluer l'écrasement de la révolution des conseils ouvriers hongrois par un titre de l'*Humanité* qui en dit long, lors de l'arrivée des chars russes : « Budapest retrouve le sourire ».

L'initiative appartient aux forces de droite. Devant la menace d'un coup de force militaire lié à la bourgeoisie la plus archaïquement colonialiste, les forces bourgeoises « modernes », pro-européennes et « néo-colonialistes », font le choix de De Gaulle. Celui-ci pouvait se faire écouter par l'armée. Il défendait depuis 1946 un projet de réforme des institutions politiques propre à réaliser l'Etat fort nécessaire à la grande bourgeoisie d'affaires.

Face au coup d'Etat d'Alger, le mouvement ouvrier n'a pas d'alternative. Au point que, à la différence du PCF qui appelle à se battre « contre le pouvoir personnel », la SFIO accepte de fournir trois ministres au Général. Aux élections de novembre, le raz-de-marée gaulliste s'effectue au détriment des deux partis de gauche : la SFIO perd quarante députés, le PC dix (et 1,6 million de voix).

Ce recul est d'autant plus durable que, en définitive, de Gaulle « fait la paix en Algérie » dans une situation économique qui ne dessert point ses

options. L'expansion s'affirme après une récession qui a marqué les derniers mois du régime précédent : venue des USA, celle-ci a touché la France à partir de juillet 1957. Après la victoire de De Gaulle, elle donne lieu à une politique d'austérité sous la responsabilité d'Antoine Pinay : transfert des moyens de consommation des ménages à l'investissement, hausses des tarifs des services publics, restrictions sur la sécurité sociale (30 francs de franchise), indexation des salaires sur les prix déclarée illégale à l'exception du SMIG. Freinant la production dans certaines branches, cette politique entraîne une diminution des heures supplémentaires au moment où le pouvoir d'achat lui-même baisse.

Sous le coup de la défaite politique, la crainte d'une aventure fasciste pesant lourdement, la classe ouvrière n'oppose pas de résistance sous forme de grèves.

Une forte reprise suit la récession. En France, profitant d'une dévaluation de 18 %, le redémarrage est spectaculaire. Il confère une apparence de « succès » à la politique de Pinay. Alors que la production totale de l'année 1959 est à peine supérieure de 5 % à celle de 1957, un progrès de 26 % est accompli durant les quatre années suivantes. En 1963, la masse des biens disponibles est supérieure d'un tiers à la production de 1957. C'est dire que la soif de confort et de consommation peut de nouveau être satisfaite...

Se répand alors le thème d'une « intégration de la classe ouvrière par la consommation », qui priverait le mouvement ouvrier de perspectives autonomes.

Le cycle des luttes ouvrières semble donner une certaine validité à cette thèse. Il faut attendre 1963 pour qu'une lutte importante ébranle le régime gaulliste : les mineurs, parmi lesquels bon nombre votent à droite ou au centre, font deux mois de grève au printemps malgré la « réquisition » gouvernementale. Le conflit se termine sans qu'ils gagnent grand chose, sur la base d'un rapport de la « Commission des sages », amorce d'une procédure d'« arbitrage »⁷. Puis, en juillet, des mesures antigreve à l'encontre des fonctionnaires sont décidées (préavis de cinq jours) sans susciter de réactions de masse.

La grève des mineurs n'empêche pas certains de théoriser sur la disparition historique de la conscience de classe et sur celle de la classe ouvrière elle-même. Les mineurs seraient une exception. L'essor de la « politique contractuelle » donnerait naissance à une nouvelle configuration des rapports sociaux. La comparaison entre le niveau des grèves entre deux périodes « prouverait » ce phénomène : de 1949 à

6. Rapport au congrès de la CFTC-métaux, dont Eugène Descamps est alors secrétaire général, en novembre 1958.

7. Rapport rédigé pour beaucoup par Jacques Delors, qui avait quitté ses activités syndicales depuis environ deux ans.

8. Seulement comparable, depuis, à l'année 1984.

9. En 1956-1957, cette affirmation sur la combativité ouvrière ne repose pas sur rien : à la suite des dures grèves de Nantes et Saint-Nazaire, en 1955, une véritable vague de luttes a lieu dans le bâtiment et la métallurgie pour obtenir des accords d'entreprises. L'UIMM et le patronat du bâtiment abandonnent le refus de négocier et essaient une tactique nouvelle, qu'ils voudront faire cesser dès 1957 : les succès ouvriers dans une entreprise encourageaient à la lutte ailleurs. Ce cycle de grèves, lié aux débuts de la phase d'expansion, est le résultat d'une tactique d'unité d'action entre les fédérations animées par les minoritaires CFTC et les syndicats CGT.

10. Après les listes « neutralistes » animées en 1951 avec France observateur (ancêtre, très à gauche à l'époque, du Nouvel observateur), Claude Bourdet et Gilles Martinet tâchent de stabiliser les forces qui se sont regroupées pour cette campagne électorale. Sy joignent alors l'Union progressiste (crypto-communiste) animée par Pierre Cot, ancien ministre du Front populaire, et Jeune République d'inspiration chrétienne ; puis s'en rapprochent l'Union démocratique du travail (UDT, gaullistes de gauche animés par Louis Vallon, René Capitant et Manuel Bridier).

1957, on compte en moyenne 5,25 millions de « journées perdues pour fait de grève » chaque année ; de 1958 à 1965, une moyenne de 2,25 millions par an seulement. Des luttes marquantes, cependant, ont bien lieu. L'année 1964, par exemple, voit des actions significatives : « Marche sur Paris de l'Ouest », grèves et manifestations de la Thomson dans la région parisienne. Mais le niveau global des luttes et mobilisations reste fort bas. L'année 1965 verra seulement 900 000 « journées perdues pour fait de grèves »⁸, le taux le plus bas depuis la Libération. Mais elle sera aussi marquée par l'élection présidentielle (Mitterrand met de Gaulle en ballottage), puis par le choix de l'unité d'action interconfédérale de la CFDT et de la CGT. Deux événements qui ouvrent une toute autre phase.

Une recomposition des forces politiques

Pendant les neuf années précédentes, depuis 1956 à peu près, diverses forces ont accéléré leur regroupement : ainsi se crée en janvier 1957, trois ans avant le PSU, l'Union de la gauche socialiste (UGS). Elle organise plus de sept mille militants. Ils viennent, pour quatre mille d'entre eux, d'une organisation chrétienne, le Mouvement de libération du peuple (MLP), de la Nouvelle gauche (2 000), de la Jeune république (800) et de deux groupes de dissidents de la SFIO (Action socialiste et Union socialiste).

Ses objectifs les plus marquants sont « la fin de la guerre d'Algérie par la reconnaissance du droit du peuple algérien à définir lui-même son statut politique » ; mais aussi, plus largement, la défense d'un programme « socialiste et révolutionnaire, démocratique, laïque, internationaliste, unitaire ». Fondamentalement, il s'agit de tirer le bilan des dix ans qui ont suivi la Libération. Un extrait du « texte de base » adopté au congrès d'unification le résume avec force :

« Ce n'est pas, y est-il affirmé, "un parti de plus", mais la formation neuve qu'appelle une situation d'ensemble marquée depuis neuf ans par la division syndicale, par la division des masses, par les obstacles à l'unité d'action des travailleurs, par la sclérose et la crise permanente des formations politiques traditionnelles de la classe ouvrière, par l'inquiétude et la passivité d'une masse sans cesse croissante de militants déçus.

« Parce que cette désaffection, ce pourrissement préparent le terrain à des aventures de type fasciste. Parce qu'il

faut redonner à la politique son vrai sens pour qu'elle soit l'affaire de tous. Face à cette situation, les partis traditionnels des travailleurs, divisés, bannissant la démocratie de leurs rangs, ne traduisent pas la volonté de combat des masses.⁹ »

L'UGS énonce fortement une série de refus : « Refus de la politique de la SFIO c'est-à-dire l'opportunisme baptisé socialiste, qui conduit à défendre une politique bourgeoise. (...) Refus de la politique du PCF qui reste dominée par les impératifs de la politique du gouvernement soviétique. (...) Refus de se laisser entraîner par la politique toute d'illusion des milieux de la bourgeoisie "technocrate" et libérale (...) Refus d'une autre sorte : refus de demeurer ou de devenir une secte, c'est-à-dire un groupe isolé proclamant un évangile. »

L'organisation se veut un parti de synthèse entre l'humanisme des chrétiens radicalisés et les idées d'une frange de militants marxistes, parmi lesquels des trotskystes (qui avaient eu la responsabilité du travail syndical de la Nouvelle gauche) notamment ou d'autres militants qui avaient rompu avec la Quatrième Internationale (comme Craipeau par exemple). Sa volonté de s'implanter dans les entreprises est réelle, portée surtout par ses composantes MLP et, pour partie, de la Nouvelle gauche.

De cette dernière en effet, Gilles Martinet - membre à l'époque de sa direction - souligne bien les objectifs sans cacher ce que fut un temps le caractère hétérogène du regroupement : « Les nouvelles gauches... L'une est incontestablement axée sur les possibilités d'un capitalisme rénové, alors que l'autre se tourne vers les perspectives socialistes ; l'une est d'inspiration nettement bourgeoise ; l'autre, tout en accordant une grande place au monde paysan comme aux classes moyennes, donne au mouvement ouvrier le rôle décisif dans l'évolution économique et politique du pays. » (*Temps Modernes*, mai 1955). Se présentant seul aux élections de janvier 1956, ce regroupement de diverses petites organisations¹⁰ subit un échec.

Du côté du MLP, principale composante de l'UGS en nombre de militants, l'ouvriérisme de la base est parfois très fort. Les textes de référence, très fermes, portent la marque d'un ample débat de clarification consécutif à l'échec de la « Libération » sociale après les mobilisations de la Résistance : le Mouvement populaire des familles (MPF), son ancêtre, organisation chrétienne d'entraide ouvrière, regroupait cent mille adhérents à l'issue de la guerre en 1945. Actifs pendant l'occupation, ses militants s'éloignent progressivement du cadre de l'action catholique. Se politisant, le mouvement

se détache du contrôle ecclésiastique même minimal ; ce qui amènera par ailleurs la création en 1950 de l'ACO (Action catholique ouvrière).

Créé en 1950, le MLP connaît une scission en 1951, une partie des adhérents veut poursuivre, sans lien stable avec l'Eglise mais sans engagement politique direct, une action d'éducation populaire. Ils créent le MLO (Mouvement de libération ouvrière). Le MLP est bien près alors, pris dans la logique des deux blocs, de finir satellisé par le PCF ; en 1953, une partie de ses militants y adhère d'ailleurs directement.

En 1956, le MLP adopte un document d'orientation, « Pour le renouveau du socialisme », qui se délimite précisément par rapport au PC. Il se prononce à la fois pour la dictature du prolétariat et pour la démocratie ouvrière.

● Dictature du prolétariat : « Nous sommes amenés à conserver des analyses marxistes cette idée que les menées contre-révolutionnaires imposeront aux détenteurs du pouvoir révolutionnaire l'obligation d'appeler les travailleurs organisés à la vigilance. Le MLP serait illogique et mentirait au peuple s'il n'affirmait pas cette nécessité, à titre transitoire, d'une dictature du prolétariat, c'est-à-dire une forme de gouvernement qui donne des responsabilités et des pouvoirs étendus aux représentants de la grande majorité du peuple contre une minorité d'exploiteurs impénitents. »

● Démocratie ouvrière : « La construction du socialisme en France doit et devra être dirigée par plusieurs partis, en accord avec les grandes lignes d'un programme de planification et de démocratie réelle et en libre compétition quant aux moyens à employer. La démocratie socialiste devra comporter plusieurs partis. Elle sera pluraliste ou elle ne sera pas. »

En 1957, quelques mois avant le congrès de fondation de l'UGS, le MLP adopte un rapport d'orientation résumant ses conceptions sur l'« action politique dans l'entreprise et le renouveau syndical ». Il y est défendu la perspective d'une centrale unique reconnaissant démocratiquement le droit de tendance et en même temps le MLP se fixe pour « objectif numéro un la création de sections politiques d'entreprises. »

De l'UGS au PSU

Pour les militants de l'UGS, comme pour la plupart des trotskystes et des anciens du PCF, une chose est bien nette quand ils se regroupent en 1956-1957 : un parti, c'est un programme et une implantation dans les

Le P.S.U. et l'union de la gauche

L'U.G.S. pour la première fois réalise l'unité entre les marxistes et les chrétiens. Il affirme : « révolutionnaire, démocratique, laïque, indépendant, internationaliste ».

LE P.S.A.

Après les élections de janvier 1958, le Président Coty appelle au pouvoir Guy Mollet. Sur les initiatives prises au sujet de l'Algérie et du Proche-Orient, un groupe d'opposants se dresse contre Guy Mollet. Edouard Depierre, alors président du groupe parlementaire socialiste à l'Assemblée, comme ce groupe, André Philip, qui dirige l'orientation « autonome », et dans d'autres, petite bourgeoisie de la Social-Démocratie... dans son livre « La socialisme trahi », est exclu du parti. Au congrès S.F.I.O. de Lille juillet 1960, Daniel Mayer demande que des négociations soient ouvertes avec le P.L.N. La majorité refuse. En mai 1960, Mendès-France quitte le gouvernement. Il aura suivi en octobre par Alain Savary qui présente contre l'autoritarisme de l'ancien transporteur Ben Bella. Les minoritaires de la S.F.I.O. se sentent plus à l'aise dans leur parti. En janvier 1967, un Comité socialiste d'Étude et d'Action pour la Paix en Algérie est créé. Ses animateurs sont Edouard Depierre, Robert Verdier, Alain Savary, Daniel Mayer, André Philip, Raymond Balleu, Antoine Mazer. Au congrès de Toulouse en juin, ils demandent le centre-leu. Plusieurs sont alors exclus du comité directeur. Contre l'avis de certains, les minoritaires font paraître une revue : « Tribune du Socialisme ».

La rupture vient de l'avènement de la Ve République. Les minoritaires s'opposent au Général de Gaulle. Ils acceptent d'aider le général de Gaulle. Ils entament alors des pourparlers avec Tribune du Communisme créé le 2 juillet 1958 par 40 anciens membres du P.C.F. dont Serge Mallet, François Châtelet, Jean Poperen, Olivier Bessah d'Alonville et avec l'Union des Forces démocratiques (U.F.D.) créée par Daniel Mayer et François Mitterrand.

Au congrès S.F.I.O. d'été des Moulins en septembre 1958, Depierre et Mollet conviennent la majorité Edouard Depierre. Il alors une délation hostile à la politique majoritaire et quitte le parti le 10 mai. Le même soir le Parti socialiste autonome est créé avec Edouard Depierre comme secrétaire général, et Robert Verdier et Alain Savary comme adjoints. Charles André Julien et Daniel Mayer font partie de la Commission administrative provisoire.



VERS LE P.S.U.

En janvier 1959, les « menestrels » fondent le Centre d'Action Démocratique ou se retrouvent entre autres Pierre Mendès-France, Charles Hernu, Paul Aron, Robert Charney et Louis Broussard. Le C.A.D. se met à la recherche des amis d'Edouard Depierre et le 27 septembre, il demande d'entrer au P.S.A.

Chaque jour la même année se consacrer à son organisation et à son développement. Lors de l'élection présidentielle, le P.S.A. soutient le candidat proposé par l'U.F.D., Albert Charney, qui est de la Faculté des Sciences de Paris. Il obtient 90 % des voix des grands électeurs. Mais l'année 1959 est terminée sans que les négociations avec l'U.G.S. Au mois de mai, il a son second congrès de Montreuil et il décide de fusionner avec l'U.G.S. et Tribune du Communisme.

Le P.S.A. reçoit l'adhésion de militants venant du Parti socialiste autonome de plusieurs milliers S.F.I.O. comme Lango-Prigent, spécialiste des problèmes agricoles, de journalistes comme Charles Hernu, Paul Aron, L. ancien président de la République Vincent Auriol, qui a S.F.I.O. en 1959. Ils adhèrent pas au P.S.A. mais il ne sache pas ses membres pour le nouveau parti.

Le projet de fusion P.S.A.-U.G.S. se heurte pendant un temps à l'adhésion au P.S.A. de Pierre Mendès-France qui insiste sur le fait que le P.S.A. n'est pas le P.S.A. U.G.S. mais le P.S.A. U.G.S. et la présence des membres C.A.D. sont adhésifs à l'extérieur du P.S.A. Le Congrès du P.S.A. à Allouville réunit les fédérations et 20 000 adhérents. Le comité de direction P.S.A.-U.G.S. Tribune du Communisme est élu en place.

Le 3 avril 1960, les membres du P.S.A. de l'U.G.S. et de Tribune du Communisme se réunissent à l'Hotel de la Monnaie, en Congrès. Laurent Schwartz, sous la séance du congrès, Jean Poperen au nom de Tribune du Communisme, Gilles Marmet au nom de l'U.G.S. U.G.S. Edouard Depierre au nom de l'ex-P.S.A. intervention. Claude Bouvier lui se appelle du nouveau parti aux trois autres. Les 3 000 délégués se séparent en chantant l'Internationale.

La création du P.S.U. est donc l'aboutissement de longs et patient efforts de discussions, de rencontres, de propositions, d'échanges de lettres et d'articles. C'est le point d'arrivée de minoritaires désormais réunies. C'est un parti qui a l'avantage de commencer son existence avec une majorité de militants déjà formés, mais avec le lourd inconvénient d'avoir déjà une histoire, celle de ses éléments constitutifs, avant même d'avoir commencé à vivre. (1)

WIKI.COM 1952

entreprises. Ils veulent l'unité ouvrière mais sont méfiants, et parfois franchement hostiles, vis-à-vis des divers bourgeois de gauche à la recherche d'une réorganisation des forces politiques. Cette réalité militante apparaît nettement lors de l'épisode de l'Union des forces démocratiques (UFD), puis au travers de certains débats qui accompagnent la création du PSU.

En juillet 1958, l'UFD est lancée, à l'appel du Président de la Ligue des Droits de l'Homme, pour organiser une lutte défensive contre le nouveau régime. Aux côtés de membres de l'UGS, de minoritaires de la SFIO, prennent place aussi des personnalités comme Mendès-France et Mitterrand. Pour la défense des libertés démocratiques, cela va à peu près sans problème aux yeux des militants de l'UGS. Mais ils mettent vite le hola : certains parlaient de transformer l'UFD en parti. Et il était impossible de chercher à construire un parti ouvrier socialiste et révolutionnaire avec ces politiciens qui avaient trempé dans les combinaisons gouvernementales de la IV^{ème} République, et dont certains avaient eu directement des responsabilités dans la guerre coloniale.

En septembre 1958, les minoritaires de la SFIO, opposés à la politique algérienne de Guy Mollet et à son ralliement à de Gaulle, quittent leur parti et créent le Parti socialiste autonome (PSA). Soucieux de rassembler les forces pour un parti socialiste authentique, UGS et PSA entreprennent des pourparlers en vue de leur fusion. Les deux formations s'ouvrent aussi à un petit groupe, Tribune du communisme, quelques dizaines de militants issus du PCF (dont Jean Poperen et Serge Mallet). De ces discussions sortira le PSU.

Au cours de ces discussions, un débat public très révélateur a lieu en 1959 : au sujet de l'éventuelle adhésion de Pierre Mendès-France au futur parti. L'ancien Président du conseil, avec son petit groupe, le Centre d'action démocratique (CAD, auquel participe notamment Charles Hernu) était devenu membre du PSA. Cela pose question à l'UGS. L'ancien dirigeant du Parti radical était-il seulement keynésien de gauche, voulant un capitalisme plus moderne et « efficient » ? Ou bien s'est-il rallié aux options socialistes et depuis quand ¹¹ ? Une « lettre ouverte à P. Mendès-France » est éditée par l'UGS. Elle lui pose des « conditions minimales » d'adhésion et lui demande de se prononcer pour l'instauration d'un régime socialiste reposant sur la socialisation effective des moyens de production, pour la libre détermination des peuples colonisés, pour une orientation se dégageant de l'électoratisme, le refus de toute perspective de centre-gauche... PMF répond favorablement à tout dans un long texte. Même controversée, son adhésion aura lieu dans le cadre de la fusion entre UGS, PSA et Tribune du communisme : en effet, pour contourner l'hostilité que leur vouait l'UGS, Mendès-France et son groupe prirent soin d'intégrer préalablement le PSA. Cette opération leur permet de participer à la création du PSU¹²

Ce nouveau parti compte 15 000 adhérents au départ, quand, théoriquement, le chiffre de 30 000 avait été lancé : les mandats des minoritaires de la SFIO représentaient 18 000 adhérents de la « vieille maison » ; ils ne seront que 10 000 à quitter le parti et guère plus de 5 000 à rejoindre le PSA¹³. Notre projet n'est pas de tracer ici, dans un mauvais résumé,

11. Des articles contradictoires y sont consacrés dans le mensuel de l'UGS Perspectives socialistes de novembre 1959.

12. Un courant de l'UGS refuse alors l'entrée dans le PSU, à cause de la présence de PMF.

13. Voir J. Kergoat : Le Parti socialiste, le Sycomore, ch.5.

14. FGDS : Fédération de la gauche démocrate socialiste, créée par F. Mitterrand après l'élection présidentielle de 1965.

15. La fédération Hacuitex et la fédération chimie notamment.

16. L'union départementale de Loire-Atlantique, lors de son congrès de 1963, par exemple. Ou, encore, une large partie du rapport d'Eugène Descamps au congrès confédéral de 1964.

17. Revue liée à la minorité CFDT. Diffusée à 2 500 exemplaires, lue par les cadres syndicaux.

18. Rapport d'activité au congrès Hacuitex de 1968, p. 57.

l'histoire du PSU. Ni même l'histoire de ces quelques années qui l'amèneront, en 1967, à s'interroger, déjà, sur l'opportunité d'adhérer à la FGDS¹⁴. Nous voulions avant tout restituer un fait qui mérite notre attention : à peine quatre ans après la trahison du Front républicain de 1956, deux ans après la défaite de 1958, une force politique manifeste, à la gauche de la SFIO, la recomposition à l'œuvre dans le mouvement ouvrier. On se contente trop souvent, à distance, d'y voir un gros « comité d'action » pour l'indépendance de l'Algérie. La Charte d'unification du PSU a une portée beaucoup plus générale, qui correspond à la présence active de plusieurs milliers de travailleurs dans leurs entreprises et leurs syndicats : « *La seule issue de la crise du capitalisme est le socialisme. L'avènement de celui-ci sera une œuvre de longue haleine et il convient d'étudier les formes de la transition (...) Le socialisme repose sur les principes du collectivisme et de la planification démocratique...* »

Une recomposition dans le mouvement syndical

Au sein des syndicats, l'évolution est sensible et s'accélère dans la CFTC. Le congrès de 1957 voit la minorité, dont les syndicats s'implantent dans l'industrie en lien avec les luttes, rassembler près de 40 % des mandats. Elle défend depuis plus de dix ans une conception « *socialiste et démocratique* », opposée à l'intégration de la SFIO dans la société bourgeoise et au « *totalitarisme stalinien* » défendu par le PCF. Après avoir mobilisé pour le Front républicain, elle en tire les leçons critiques et apparaît de loin la plus engagée pour la reconnaissance des droits du peuple algérien.

Devant diverses concessions idéologiques de la majorité confédérale, la minorité cristallise une bataille précise sur l'exigence de la proportionnelle dans les instances de direction. Au lieu de représenter 40 % des élus au Bureau confédéral, elle n'en obtient qu'un seul, Eugène Descamps, qui démissionne aussitôt. Quelques mois après, un courant qui se détache de la vieille majorité de type démocrate-chrétien opère un basculement : la composition des instances de direction change et des minoritaires sont invités à y participer.

Cela traduit, chez ceux qui viennent de former une sorte de « centre » dans la confédération, une double prise de conscience : les risques graves pour l'unité de l'organisation que fait courir une crispation, et surtout vis-à-vis des

militants qui forment l'aile marchante de la centrale. Aile marchante à la fois dans la pratique et dans les analyses...

En 1959, c'est un « *minoritaire* », Gilbert Declercq, qui présente le « *rapport sur la planification démocratique* ». Celui-ci démontre, en fait, qu'il peut y avoir des réponses bien supérieures à celles de la morale « *sociale chrétienne* ». Il prouve que la maîtrise de l'économie peut être exigée sans pour autant rompre avec les libertés démocratiques auxquelles tiennent les travailleurs et les syndicalistes. Il donne comme perspective, avec un changement de majorité politique dans le pays, une nationalisation du crédit permettant de diriger les investissements, une planification démocratique donnant aux travailleurs les moyens d'exprimer leurs choix. C'est une orientation en rupture avec le capitalisme. Malgré son souci de pédagogie dans l'exposition, la droite de la CFTC dénonce ce rapport comme un ralliement au marxisme, « *dont tout chrétien sait qu'il est condamnable* »... Mais le texte, avec l'accord du « *centre* », obtient 85 % des mandats. En 1961, ce sera l'ex-minorité qui fournira le nouveau secrétaire général, Eugène Descamps.

Là encore, comme pour la création de l'UGS et du PSU, nous pouvons constater comment une recomposition du mouvement ouvrier est à l'œuvre. Devant les trahisons et les défaites, de nombreux militants cherchent une nouvelle orientation. D'une certaine façon, c'est le fait d'être sur la défensive qui pousse en avant un certain nombre de réflexions politiques.

D'où des décalages entre les divers registres d'activité. Ainsi, au moment où les luttes sont au plus bas, en 1964-1965, de nombreux secteurs de la CFDT discutent de la perspective du socialisme autogestionnaire¹⁵ et de la stratégie de passage du capitalisme au socialisme¹⁶. Est-ce une « *fuite en avant* » hors du réel ? Une perte de temps ? Tout au contraire : quelques uns ont milité au MLP, à l'UGS, au PSU ; beaucoup dans la CFTC ont tiré partie de *Reconstruction*¹⁷. Mais ce sont les débats d'orientation des unions départementales, des fédérations et de la Confédération qui permettent à de larges couches de militants de s'emparer d'une réflexion. Ils se donnent ainsi une perspective stratégique commune. Les mêmes défendent les revendications : 50 % d'augmentation du SMIG, les 40 H, la section syndicale d'entreprise, etc. Nombre d'entre eux sont les meilleurs artisans de l'unité d'action : leurs efforts malheureux en 1964 et 1965 aboutissent, en janvier 1966, à l'accord CGT-CFDT. Celui-ci, complémentaire du processus d'union de la gauche

politique (PC et FGDS), redonne des capacités de lutte efficaces aux travailleurs. Et rend possible le cycle de mobilisation qui porte Mai 68 (900 000 jours de grèves en 1965, 2,5 millions en 1966, 4,2 millions en 1967...)

Ils ont une conscience vive du lien entre leur action syndicale et un nécessaire débouché politique. Deux réflexions en témoignent suffisamment : une avant le congrès de déconfessionnalisation (1964), une autre à la veille de Mai 68.

En 1963, secrétaire général de la CFTC, Eugène Descamps affirme le besoin d'une force politique : « *Sans doute, fait-il remarquer, serait-il extrêmement facile de nous comprendre entre nous si nous nous décidions les uns et les autres à "démystifier" ce fameux terme de socialisme, et surtout de cesser de le juger à travers le prisme déformant jusqu'à la caricature et l'épouvantail du "paradis socialiste" des démocraties populaires ou des expériences occidentales, françaises en particulier (...)* Une force correspondant à une telle définition du socialisme n'existe pas. Nous souhaitons qu'elle se fasse. »

Cinq ans plus tard, alors que la dynamique de l'unité d'action a créé une volonté de combat importante dans les masses ouvrières, en particulier la jeunesse, Frédo Krumnov fait constater l'absence d'une organisation politique. L'un des plus fermes défenseurs de la nécessité de préparer une lutte « *tous ensemble* », ce n'est pas de gaieté de cœur qu'il souligne la relative impasse politique : « *Nous avons bien conscience de ce que les conditions politiques ne sont pas réunies pour la réussite d'une telle action (la généralisation de l'action conduisant à une grève insurrectionnelle)* »¹⁸ ce texte est daté d'avril 1968. Quelques semaines plus tard, la grève générale s'impose et se termine par des succès syndicaux mais un échec politique...

La recomposition en cours dans le mouvement ouvrier n'avait pas débouché sur la structuration d'une force politique à la hauteur d'une telle situation. Cela nous ramène aux bégaiements de notre histoire : 1953, grève générale sans débouché politique ; 1956, succès électoral suivi d'une trahison de l'espoir de changement ; 1968... ; puis mai 1981. En lien avec les luttes d'aujourd'hui et de demain, nous devons avoir en mémoire cette longue suite d'espérances déçues pour réfléchir et agir en fonction de la nécessaire recomposition des forces au sein du mouvement ouvrier ; afin qu'existe une organisation socialiste et révolutionnaire, mettant à l'ordre du jour l'expropriation des exploiters et la démocratie ouvrière.

Critique Communiste

revue mensuelle
de la
43 Ligue Communiste Révolutionnaire
(section française de la IV^e Internationale)
Spécial 1985

35 F



CRISE
et
TIERS
monde

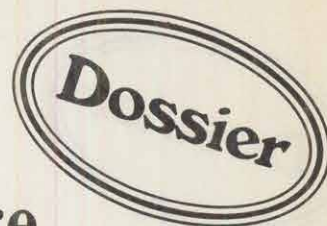
CRISE ET TIERS MONDE

Sommaire

Les nouveaux missionnaires. **Daniel Bensaïd.**
Le nœud coulant de la dette. **Nicolas Maheu**
La dette extérieure de l'Amérique latine est irrécouvrable. **Fidel Castro**
La révolution nicaraguayenne. **Charles-André Udry**
L'insurrection. **Humberto Ortega**
Afrique noire : des situations sans issue. **Claude Gabriel**
Pour comprendre l'Afghanistan. **Michel Lequenne**
La Chine à l'heure du « renversement des verdicts ». Economie et contradictions dans
la société de transition. **Pierre Rousset.**

Un numéro triple.

A trois mois de son 42^e Congrès



Une ère de turbulences s'ouvre dans la CGT

Jean LANTIER

Le 42^e Congrès confédéral de la CGT se tiendra du 24 au 29 novembre 1985 à Montreuil. Congrès des 20 000 syndicats confédérés, il intervient à un moment critique de la vie de l'organisation syndicale, dont le signe le plus évident apparaît dans ses problèmes financiers.

Le comité confédéral national (CCN) du 27 mars 1985, réuni extraordinairement décidait, pour la première fois dans l'histoire de la centrale, une souscription exceptionnelle appelée « Urgence CGT, les moyens de la vie ». Présentée comme devant lui donner les moyens à la hauteur de la lutte des classes, cette mesure d'urgence n'était pourtant pas chiffrée. Il est question d'une somme de 15 milliards d'anciens francs, nécessaire à l'équilibre financier de la CGT. Le recours à cet expédient révélait un état de déficit non avoué, à l'évidence aggravé par la chute du nombre de cotisants et par les frais occasionnés par la construction du local confédéral de Montreuil. Pour motiver les syndicats, le CCN leur promettait une ristourne de 60 % sur les sommes qu'ils auraient collectées. Pourtant, au 25 juin 1985 — lors du dernier CCN avant le 42^e Congrès — le bilan officiel présentait un résultat modeste : 20 % des 20 000 syndicats et 42 000 bases CGT avaient répondu à l'appel, réunissant une somme de 1,4 milliard de centimes. Encore ces 4 000 syndicats concernés ont-ils réuni ces fonds plus par prélèvement sur les militants que par un appel fructueux à la solidarité ouvrière.

L'opération « Urgence CGT » s'explique ainsi par l'échec de la tentative précédente : à l'heure des bilans précédant le congrès, le trésorier national, Ernest Deiss, indiquait le modeste résultat du prélèvement automatique sur compte (PAC), créé au 41^e Congrès en juin 1982. Il avait pour objet une collecte mensuelle assurant une stabilité et une régularité des recettes. Les « PAC » devaient toucher 500 000 adhérents en novembre prochain. Ils n'étaient en juin 1985 que 125 000.

Symptomatique est la répartition des 19 397 000 francs collectés par le Fonds national interprofessionnel (FNI), créé également en juin 1982 pour améliorer la centralisation des sommes représentant les cotisations confédérales. Le FNI a distribué près de deux milliards de centimes en trois ans de la manière suivante : 64,4 % aux salaires des permanents ; 9,9 % aux salaires du secrétariat administratif ; 7,9 % au fonctionnement de la direction ; 10,4 % à un poste « divers » (donc peu bavarde) ; 2,6 % à l'équipement de l'appareil (non compté le fonds immobilier pour Montreuil, sur un tout autre poste comptable). Et, enfin, 4,8 % de la somme initiale a été allouée à la propagande.

Le FNI sert essentiellement à l'appareil de permanents, et pourtant la CGT doit réduire les postes de travail à la *Vie ouvrière*. Selon les termes de l'administrateur de l'hebdomadaire confédéral, demandant au ministre un contrat de solidarité, les ventes ont chuté de moitié depuis 1979. D'où la demande de licenciement de 22 salariés de plus de cinquante-six ans, ce qui porterait à 158 l'effectif global, soit une réduction de 35 % depuis 1979.

Les adhérents, eux, seraient 1 362 942 actifs et 259 133 retraités, selon le bilan officiel. Soit une perte avouée de 300 000 depuis 1981. Quant au bilan électoral, la référence aux élections professionnelles des comités d'entreprises en 1983 et 1984 semble une bonne base : tous collèges confondus, elles représentent près de cinq millions de salariés. Consécutivement, pour ces deux années, la CGT passe en dessous la barre des 30 % : 28,5 % des suffrages exprimés en 1983, 29,3 % en 1984, soit une perte de trois points par rapport aux années antérieures respectives.

Ce bilan rapide donne une idée précise de l'état de la CGT, et des répercussions de son déclin à l'intérieur de ses rangs. Comment la direction confédérale en est-elle arrivée là, elle qui a pourtant érigé le mot « gestion » en arme suprême contre la crise ?

Trois ans de soutien au gouvernement

Dans son projet de document d'orientation, la direction confédérale dit d'elle-même : « La CGT a su assumer ses responsabilités sans se laisser détourner de la ligne fixée, sans renoncer (...) à sa mission de défense des intérêts des salariés » (1-2/II, page 14, *le Peuple*, 1192-93). Pourtant, elle avoue aussitôt : « A toutes les accusations anticégétistes traditionnelles sont venues s'ajouter les campagnes visant à présenter la CGT tantôt comme le syndicat du gouvernement, avalisant sans condition la politique suivie, tantôt comme coupable de surenchère » (1-2/28). Plus précisément, le projet d'orientation se plaint : « Un comportement électoral d'abstentions massives à l'égard des partis politiques partie prenante du gouvernement » (1-2/28) est apparu « à l'égard des syndicats perçus comme ceux ayant soutenu le changement politique. La CGT n'a pas échappé aux conséquences de cette attitude. Bien qu'injuste, la tendance à lui faire porter une part de responsabilités s'est retrouvée pendant tout une période dans de nombreuses entreprises, branches ou

secteurs, y compris au plan national, en particulier lors des élections prud'homales ou à la Sécurité sociale ». (1-2/29, page 15).

Est-ce si injuste que cela d'avoir considéré la CGT comme une centrale soutenant la politique gouvernementale ? Il convient de confronter son attitude aux grandes dates sociales, luttes ou attaques patronales... et gouvernementales.

L'ère du New Deal (nouveau marché) entre la direction confédérale et le Parti socialiste s'est nouée autour de la tempête polonaise. Le refus des sommets confédéraux de soutenir la classe ouvrière polonaise contre le coup d'Etat de Jaruzelski provoquait une réaction de masse dans la CGT, au point que de nombreux syndicats et sections syndicales se groupèrent pour constituer une « coordination CGT pour Solidarnosc », qui tint meeting à la Bourse du travail, le 12 janvier 1982. Ce mouvement dans la CGT reçut le soutien de membres éminents du Parti socialiste. Un certain Pierre Joxe, à l'époque président du groupe parlementaire socialiste, syndiqué CGT, vint en personne à une réunion de la coordination CGT pour Solidarnosc.

C'en était trop pour une direction confédérale, divisée politiquement, mais aussi clivée entre le groupe Séguy et le groupe Krasucki, ce dernier en pleine ascension à travers la structure dite « secteur luttes ». Voir le PS ainsi utiliser une forte pression unitaire et démocratique contre la direction fidèle à Jaruzelski, cela forçait à une riposte publique et de poids. C'est Henri Krasucki qui prit l'affaire en main. Le 29 décembre 1981, six mois après le 10 mai et six mois avant le 41^e Congrès, le futur secrétaire général faisait paraître dans *l'Humanité* un article : « CGT-PS, savoir ce que l'on veut ».

Les termes du nouveau marché étaient les suivants : il y a des réformes fondamentales à faire. Le patronat s'y opposera. La situation sociale peut évoluer. Or, le nouveau pouvoir a besoin d'un syndicat fort et seule la CGT dispose d'une influence correspondant à la hauteur des enjeux. Alors, dit Krasucki au PS, ce serait un calcul à court terme et à courte vue que d'affaiblir « le partenaire syndical, coopératif, indépendant, critique et responsable d'un pouvoir, d'une majorité parlementaire et de partis la composant à ce niveau-là » (*l'Humanité* du 29 décembre 1981). Ainsi Henri Krasucki s'adressait au PS, partenaire du PCF au sein de l'union de la gauche, l'éclairant sur l'enjeu de la question polonaise dans cette union, mais surtout sur l'esprit « coopératif » de sa centrale. En somme, laissez-nous tranquilles dans la CGT avec la Pologne, et donnant donnant, le gouvernement que vous dominez ne le regrettera pas le moment (social) venu.

Ainsi fut dit, ainsi fut fait. Les éléments socialistes de la CGT cessèrent toute activité publique — ou trop compromettante — contre la direction. En témoigne le mutisme socialiste au 41^e Congrès. Et la CGT, soutien syndical de l'union de la gauche, principalement pour aider le PCF dans son entreprise, et également pour prendre la place de l'interlocuteur syndical privilégié, pratiqua une solidarité sans faille jusqu'en juillet 1984.

Libéré à l'intérieur de la CGT des pressions du PS, Henri Krasucki fut l'agent actif de recomposition d'une direction autour de sa ligne, celle du 41^e Congrès de juin 1982. Eliminer Georges Séguy, le leader qui endigua la grève générale de Mai 68, mais aussi l'homme de l'union de la gauche et de l'unité avec la CFDT, ce fut fait prestement.

L'orientation confédérale, largement approuvée à Lille, fut tout entière tournée vers le contrôle des actions revendicatives, afin qu'elles aident et non accélèrent le rythme des réformes gouvernementales espérées. Le maître-mot du congrès, outre le slogan « Tout dépend de vous », fut : « L'exigence de la situation est moins de cristalliser les mécontentements que de rassembler la masse des travailleurs dans l'action... » Rassembler sur quels objectifs et pour quelle action ? Henri Krasucki définit la démarche syndicale dite du syndicalisme « banal ». Elle est fondée sur le rejet du maximalisme, entendez le rejet du programme de la CGT elle-même. Ce programme revendicatif, la CGT ne l'a « jamais conçu comme un programme de gouvernement, à réaliser globalement dans un délai, selon un calendrier et des modalités définis ». Exit les 35 heures et des slogans du genre « Pas un licenciement sans reclassement préalable » ; exit l'échelle mobile des salaires. En juin 1982, un an après le 10 mai, est adoptée à Lille une tactique syndicale des petits pas : « La référence et la fidélité à notre programme s'entendent ainsi, pour construire et mesurer les pas en avant... » Ceux du gouvernement, serait-on tenté d'ajouter.

Ni perspective de mouvement d'ensemble, ni objectifs revendicatifs mis en avant : « dans ce contexte », celui où « le bloc patronat-gouvernement est rompu », « la CGT considère que cette voie d'avancées successives pour les revendications comme au plan des réformes plus vastes est bien la meilleure, la mieux adaptée, la plus sûre pour transformer vraiment les structures de notre pays ».

Alors qu'à Lille, Pierre Mauroy, Premier ministre, venait lui-même faire part aux congressistes de la teneur du premier plan d'austérité, la CGT adoptait officiellement le cap qu'elle a maintenu, celui d'un syndicalisme banal, au quotidien, ravalant les objectifs revendicatifs de son programme au rang d'instrument de mesure indiquant si le vent des réformes gouvernementales allait dans le bon ou le mauvais sens. La passivité que la CGT met en 1985 sur le dos des travailleurs (ils auraient attendu « tout d'en haut »), c'est bien elle qui l'a entretenue, érigée même en principe de comportement.

En effet, la direction confédérale issue du 41^e Congrès a respecté son mandat : la stratégie des conquêtes syndicales partielles se solde par une liste impressionnante de combats non livrés, de revendications oubliées. Il faut rappeler qu'après l'entrée de quatre communistes dans leurs ministères, peu de différence était décelable entre les circulaires ministérielles, les bulletins des fédérations correspondantes, et les tracts des syndicats CGT. L'exemple le plus éclatant fut celui de la santé.

En juin 1982 intervient le premier blocage des

salaires. A part quelques pétitions, la CGT reste modérée. Louis Viannet, nouveau numéro deux de la centrale et maintenant membre du BP du PCF, explique que l'on ne saurait considérer que « la fusée austérité ait été mise à feu ». Il est vrai que le printemps des OS de Citroën et Peugeot, profitant largement à la CGT, lui fournit un drapeau derrière lequel elle dissimule son repli élastique devant les premières mesures de rigueur du gouvernement Mauroy.

Fin mars 1983, après l'échec électoral aux municipales, le même gouvernement Mauroy applique un plan d'austérité complet, touchant à la plupart des acquis ouvriers. Le gouvernement passe outre aux quelques protestations mesurées de la CGT. Cette dernière, dont l'identité revendicative depuis la Libération s'était incarnée dans la défense de la Sécurité sociale, n'organise pas de campagne contre le forfait hospitalier. Quand s'accroissent les prélèvements salariaux destinés à la Sécurité sociale, l'heure est « à réfléchir aux méthodes d'action » qui permettent que s'exprime le mécontentement sans que ces actions prennent « l'allure d'un acte d'hostilité » à l'égard du gouvernement ou fasse le jeu de la droite. Le CCN des 27 et 28 avril 1983 définit, après le premier plan d'austérité, une attitude cégétiste qui doit « faire avancer concrètement les intérêts des travailleurs et les réformes pour lesquelles nous luttons sans permettre l'amalgame avec les opérations de droite, sans non plus donner à nos actions une tournure d'hostilité envers un gouvernement que majoritairement, et à juste titre, avec nous, les travailleurs ne considèrent pas comme leur adversaire » (conclusions d'Henri Krasucki, *le Peuple* 1154, page 44). La réponse est claire. « On entend parfois des camarades dire qu'il ne faut pas ménager un gouvernement de gauche. Le problème n'est pas de ménager ou pas... », explique Krasucki. Et d'indiquer à quel point la grève est une chose à manier avec des pincettes, après le 10 mai : « Il est certainement quelquefois nécessaire d'avoir recours à des arrêts de travail pour diverses raisons qui tiennent à la revendication en cause, à l'état d'esprit des travailleurs. Mais il est légitime de se poser la question aujourd'hui (...) est-ce que c'est toujours la chose à faire, et est-ce que c'est justifié dans tel ou tel cas ? (...) on ne peut pas esquiver cette question. Sans pour autant s'interdire de choisir un arrêt de travail avec les travailleurs. » (*le Peuple* 1154 p 43-44).

La première grande lutte contre les restructurations, celle de Talbot, intervient fin 1983-début 1984, au moment où est annoncé un vaste plan de suppressions d'emplois dans la sidérurgie (- 25 000 jusqu'en 1987), le charbon (- 6 000 jusqu'en 1988) et la navale (- 5 000 jusqu'en 1986). Alors que la grève de Talbot était l'abcès de fixation de la situation sociale et révélait au grand jour le partage des tâches entre le patronat et un gouvernement qui envoya ses CRS vider les grévistes, la CGT prit soin de tourner le dos à la généralisation, à la globalisation. A Poissy, elle admit le sacrifice de 1 905 emplois pour « sauver la marque ». Dans les trois autres secteurs frappés, elle organisa des marches sur Paris, séparées les unes des autres, au nom de plans industriels sans horizon.

En ce même début d'année 1984, Pierre Mauroy, dans une lettre aux P-DG des entreprises nationalisées, recommande le cassage des mécanismes d'indexation des salaires sur les prix. Quelques jours plus tard un accord est signé, sans la CGT, qui supprime l'allocation pour licenciement économique. Mais la direction de la CGT ne réagit pas avec la célérité exigée par la situation. La

présence du PCF au gouvernement et l'absence de tout programme de mobilisation d'ensemble la range du côté de ces députés communistes qui, quelques jours après la montée des sidérurgistes à Paris en avril 1984, votaient comme un seul homme la confiance au gouvernement Mauroy.

Il faut plus que l'échec cégétiste à Talbot, l'inefficacité des montées sur Paris et les offensives antisociales du gouvernement pour que la direction Krasucki change de cap. Au CCN des 15 et 16 mai 1984, après que nombre de dirigeants fédéraux aient réclamé un « tous ensemble », le secrétaire général conclut sur un tout autre registre : « Nous sommes toujours dans l'opinion que la situation créée il y a trois ans, et les réformes intéressantes engagées (...) contiennent la possibilité (...) de faire des pas substantiels dans les voies nouvelles pour la défense des intérêts des travailleurs et pour sortir le pays de la crise. » Et d'ajouter, pour bien se faire comprendre : « Si nous devons modifier notre appréciation, nous devrions en délibérer. »

Alors comment lutter ? Le credo apparaît, toujours en vigueur : « Il faut savoir combiner les diverses méthodes de lutte et passer d'actions très diversifiées à des mouvements forts, très coordonnés, puis revenir à d'autres actions de nouveau diversifiées puisqu'il s'agit en réalité de créer une situation qui prendra sa tournure avec le temps et l'action accumulée. »

Il faudra attendre septembre 1984 pour que le secrétaire général de la CGT consente à parler de mouvement d'ensemble, lors de son meeting de rentrée à Bordeaux. Entre temps, un événement s'était produit dont la CGT n'a pas eu, officiellement à délibérer, le départ des ministres communistes. Celui-ci infléchit, à lui seul, une orientation que les dirigeants s'acharnent à présenter comme élaborée en toute indépendance et démocratiquement par la confédération.

A la recherche du crédit perdu

Qu'a rapporté aux travailleurs la tactique syndicale de la CGT ? Et qu'a-t-elle rapporté à la CGT elle-même ? Si le bilan de l'union de la gauche est lourd, celui de la confédération de Montreuil n'a rien à lui envier.

De rudes coups ont été portés aux travailleurs sans que la CGT ait organisé la résistance ouvrière. Le forfait hospitalier fait partie de la panoplie qui diminue chaque jour la couverture sociale : restriction des allocations chômage, diminution des remboursements de la Sécurité sociale, augmentation des cotisations salariales. Le salaire direct est également frappé, à la fois par la désindexation et par la baisse des rémunérations. Quant à l'emploi, il figure au frontispice des batailles perdues : le travail précaire se développe, pendant que suppressions d'emploi et licenciements (secs ou doux) s'accumulent à un rythme élevé dans tous les secteurs.

A l'évidence, ces coups viennent du patronat et du gouvernement. Les vrais responsables sont bien eux. Mais la CGT, face à ces attaques multiformes, en quoi a-t-elle rempli sa mission syndicale ? En rien. Chaque travailleur peut mesurer au rétrécissement du marché du travail, à la réduction de son pouvoir d'achat, à la baisse de sa couverture sociale, l'ampleur des dégâts. Quel crédit apporter à une confédération qui, quand les mesures d'austérité étaient prises par un gouvernement

composé de socialistes et de communistes, a failli à sa fonction fondamentale ?

Les gains de productivité obtenus par le chômage et la baisse des salaires ont été accaparés, dans le revenu national, par le capital au détriment du travail. Ainsi, la définition élémentaire, le postulat syndical de base, se battre contre les empiètements de capital, ont été bafoués. La désaffection syndicale, qui ne touche pas seulement la CGT, mais en particulier la CGT, n'a pas d'autre cause fondamentale que la vacuité de ses réponses face à la crise, subordonnées aux intérêts partisans du PCF, parti de gouvernement.

Cette situation précaire est d'autant plus vivement ressentie que la CGT a échoué dans sa tentative de compenser par des positions institutionnelles l'influence perdue par le syndicalisme de mobilisation et d'action qu'elle voulait représenter à elle seule. Qu'ont apporté aux travailleurs ces postes dans les conseils d'administration, dans les conseils économiques et sociaux ? Grippés par la crise économique, les mécanismes de la concertation permanente ne lui octroient aucune miette à redistribuer aux travailleurs. Ainsi la route est longue pour regagner la confiance des travailleurs... si toutefois existe une route accessible à la CGT.

A trois ans de soutien actif aux trois gouvernements Mauroy succédait tout à coup un nouveau langage. Après le départ des ministres communistes du gouvernement, Henri Krasucki, en septembre 1984, parle de ... grève générale. Voilà une ambition à la hauteur d'un syndicalisme pas banal du tout. Après les premières conférences de presse tonitruantes de la rentrée bordelaise de 1984, la belle perspective faisait long feu. Oui, oui, il fallait bien ce mouvement d'ensemble, mettre « deux millions de travailleurs dans la rue, pourquoi pas... » Mais quel début de concrétisation fut apporté à ces belles paroles ? Le lot commun des syndicats était plutôt la confection de plans de gestion. La recherche des possibilités d'échanges franco-français entre entreprises pour lutter contre la concurrence étrangère.

Pour la CGT, depuis peu, la situation sociale était catastrophique. Mais curieusement, nul objectif revendicatif ne venait sanctionner ce constat élémentaire. La grève générale, maniée par le secrétaire général, apparaissait pour ce qu'elle était en réalité : une couverture syndicale de la rupture entre le PS et le PCF. Elle relevait du numéro de funambule. Parlant de ce mouvement d'ensemble pour ne pas le faire, pour mettre en évidence à quel point les travailleurs, desquels tout dépendait, étaient à mille lieues en dessous ces préoccupations, la direction confédérale avait un autre souci : il lui fallait,

pour préserver l'unité de la CGT en ces temps de division, éviter la question gouvernementale, tout en la traitant de facto.

Henri Krasucki s'engageait personnellement dans ce combat. Au CCN des 21 et 22 novembre 1984, il intervint sur ce thème, qu'il reprit, se citant lui-même, au XXV^e Congrès du PCF en février 1985 : « *Il n'est de l'intérêt de personne que se développe une situation conflictuelle entre la CGT et quelque parti de gauche que ce soit. Je dis bien de personne* », martelait le secrétaire général, soudainement à la recherche de la stature du garant de l'unité interne de la CGT.

Et, de fait, le cap du XXV^e Congrès du PCF fut passé avec les honneurs. Liquidant vingt-cinq ans de politique d'union, la direction communiste avait elle-même trop à faire pour effacer trois ans de présence au gouvernement, gagner le parti à sa nouvelle ligne, isoler les contestataires. Pour la CGT, ce n'était qu'un répit.

La direction confédérale a pris grand soin de ne pas caractériser le gouvernement, de ne pas modifier dans les textes son attitude à l'égard du locataire de Matignon. La question fut tout bonnement éludée, elle qui faisait l'objet de chapitres entiers dans les documents précédents. La tonalité confédérale, c'était de constater froidement la dégradation sociale, tout en essayant de refaire une partie du retard sur Force ouvrière.

Se donnant pour indépendante pendant que CGT et CFDT s'escrimaient à être le meilleur vassal du gouvernement, FO progresse régulièrement aux élections professionnelles. Son succès aux élections à la Sécurité sociale, qui lui valut tant de reconnaissance du CNPF, l'a rendue euphorique. Aussi la situation de la direction cégétiste devint-elle inconfortable. Au fil des congrès d'unions départementales et fédéraux, elle voyait des directions intermédiaires peu nourries par l'orientation pratiquée, paralysées par le manque de perspectives.

Le comité central du PCF de mai 1985, et surtout l'opération SKF fin mai-début juin mirent fin à cet équilibre, forçant la main à Krasucki. Au comité central du PCF lui fut reproché le manque de hargne cégétiste à l'égard des vrais responsables, jamais nommés dans la propagande syndicale, les socialistes. Vertement tancés par le bureau politique, Henri Krasucki et Thérèse Hirsberg furent sommés d'accomplir leur devoir dans la guerre sainte antisocialiste.

Pour faire bonne mesure, fut montée l'opération SKF. Profitant d'un nouveau recours aux CRS par le gouvernement, une partie de l'appareil cégétiste organisa les affrontements avec le souci patent de montrer combien les militants envoyés sur le toit de l'un des bâtiments étaient les martyrs. Un poing socialiste enserrant désormais une matraque à la place de la rose. Cette effigie fut tirée complaisamment, bien que non signée, et répandue dans les syndicats CGT.

Enfin, un épisode de la lutte des classes forçait à la clarification. La violence des forces de l'ordre socialiste était à condamner. Donc, le PS devenait normalement la cible. Sinon, on devenait traître à la cause des travailleurs.

Enfin, par SKF, on sortait du dilemme : parler de la grève générale et ne rien faire. Multiplier les opérations de type SKF, ce qui fut fait pendant l'été 1985, cela revenait sinon à mobiliser les masses — loin s'en faut — mais à donner corps à une tactique syndicale conforme au XXV^e Congrès du PCF. Lier les propositions de gestion à ce type d'opérations — empêcher les machines de partir, par exemple — c'était redonner une perspective

immédiate à un noyau de militants pour qui le débouché naturel de ces actes était bien entendu la condamnation des nouveaux Jules Moch au pouvoir.

Le CCN des 25 et 26 juin 1985, dernière réunion de la plus haute instance de la CGT entre deux congrès, revêtait une importance particulière. Ce CCN allait-il adopter une orientation conforme à la pratique à SKF ? Les dirigeants confédéraux allaient-ils, tous unis, se ranger sous la bannière de la croisade antisocialiste ? Ce qui s'est passé à ce CCN, dont rend compte le *Peuple* n°1 200 du 11 juillet 1985, relève plutôt de l'émergence de contradictions de taille.

Au rapport de Lydia Brovelli, tout entier centré sur la situation sociale et les attaques patronales, contournant une nouvelle fois la question de l'attitude à l'égard du gouvernement, répondaient nombre d'interventions de dirigeants d'UD et de fédérations, furieuses charges antisocialistes. Le CCN de novembre 1984, qui préservait la CGT de toute reproduction des clivages PS-PCF, devenait un lointain souvenir. Entre autres interventions, celle du nouveau secrétaire général de l'UD des Hauts-de-Seine, Alain Brugnago, se distinguait sinon par la finesse du moins par la clarté : « *Nous disions au 41^e Congrès que le rapport des forces avait évolué et que nous n'étions plus en face d'un bloc homogène patronat-gouvernement. Avec l'évolution de la situation, est-ce qu'aujourd'hui nous pouvons dire la même chose ? Non !* » Et de situer les enjeux du 42^e Congrès lui-même : « *Je crois, dit le dirigeant du 92, qu'il y a nécessité de pousser plus loin l'analyse sur la cohérence de la politique gouvernementale. La préparation du 42^e Congrès doit y aider.* »

Toujours dans la franchise, Joël Biard, secrétaire de l'UD de Seine-Saint-Denis, indique la voie à emprunter pour que la CGT regagne en crédibilité : « *... dans et avec la clarté sur les responsabilités du gouvernement... Ouvrir les perspectives des issues et de la lutte... Ainsi nous regagnerons une crédibilité auprès de l'ensemble des salariés, ferons la différence avec le syndicalisme de collaboration de classes.* » Si la tâche est de regagner une crédibilité, c'est qu'elle a été perdue, quelque part.

Poursuivant l'ascension, François Duteil, secrétaire général de la fédération de l'énergie, entonne le chant : « *Alors, faire la clarté, c'est situer les responsabilités, y compris celles du gouvernement. Il ne saurait être question de nous réfugier dans des notions porteuses de confusion telle que celle du clivage gauche-droite.* » La ligne, toute la ligne du dernier congrès du PCF est donc présente à la tribune du CCN.

Toujours plus haut, Jean-Pierre Page, premier secrétaire et, depuis SKF, héros du Val-de-Marne, précise, s'il le fallait, son indignation : « *Il faudrait que la CGT taise des convergences qui se situent sur le terrain de classe, taise surtout des divergences, parce qu'elles s'appliquent au PS ? Mais dans ces conditions, de quelle indépendance s'agirait-il ?* »

Pour clore ce florilège, Gérard Alezard, secrétaire confédéral : « *Sous prétexte d'apprécier fait par fait, on ne pourrait apprécier les faits dans leur ensemble ? Impossible. Faudrait-il ne plus être CGT sous prétexte de débats politiques qui nous sont extérieurs ? Et, au nom d'une fausse indépendance, il faudrait... asexuer notre action ? Evidemment non !* »

Le débat n'eut pas seulement lieu entre tenants de la ligne du CC du PCF et l'équipe de Henri Krasucki. Pour la première fois depuis le coup d'Etat de Jaruzelski — mais ils y étaient bien forcés à moins de disparaître — les socialistes du bureau confédéral descendirent dans

l'arène. André Deluchat, issu lui aussi du Val-de-Marne, répond à Alain Brugnago : « *Y a-t-il cohérence entre la politique patronale et la politique gouvernementale ?... Sur le fond, les incompatibilités et les incohérences demeurent et sont importantes.* » Plus précisément, il va expliquer : « *Qu'on le veuille ou pas la majorité des travailleurs n'assimile pas la gauche à la droite.* » Et puis, ajoute-t-il, trouvant par là un terrain d'entente certain avec la majorité confédérale, « *la lutte n'est pas obligatoirement synonyme de changement d'équipe au niveau politique.* »

Gérard Gaumé, secrétaire confédéral, intervint également : « *On ne créera pas le meilleur rapport des forces en portant d'urgence notre action dans une dénonciation totale du gouvernement et en soulignant sa couleur. Pourquoi cette précipitation et ce cap ?... Pas d'antisocialisme : ce n'est pas un bon moyen pour mobiliser et rassembler au maximum dans la CGT.* » Et de conclure : « *Justement ce n'est pas la même chose avec la gauche ou avec la droite. On sait ce qu'elle est et annonce : c'est le Thatcherisme. Tout faire pour empêcher aussi cela.* »

Les thèmes socialistes dans la CGT sont donc annoncés. Restent des dirigeants cégétistes tentant de jouer un rôle tampon entre les différents courants. Thérèse Hirsberg eut beau rappeler qu'« *il faut exclure, car ce serait suicidaire, toute attitude de compromis sur ce qui pourrait être des tendances non avouées* », des voix s'élevèrent pour l'unité de la CGT, comme si déjà des tendances prenaient corps.

Ainsi Jean-Claude Laroze, secrétaire confédéral : « *Si aujourd'hui nous prenions une quelconque distance avec cette mission fondamentale, alors nous prendrions le risque d'affrontements entre camarades de sensibilités différentes, et de nous éloigner des aspirations, de l'attente des salariés.* »

Jean-Claude Marmorat, secrétaire de l'UD du Haut-Rhin, reconnaissant la responsabilité du gouvernement dans la politique d'austérité, et faisant état de la déception ouvrière à son égard, met des bornes : « *Je me demande si nous conforterons l'unité de la CGT dans sa diversité à vouloir absolument colorer la composition du gouvernement... qu'est-ce que ça donne de plus pour mobiliser les travailleurs... que de parler en tant qu'organisation syndicale du gouvernement "socialiste" ? Pour notre part, il m'apparaît crucial pour l'unité de la CGT de s'en tenir au projet de document d'orientation du 42^e Congrès* », qui lui, précisons-le, évite soigneusement la question gouvernementale.

Seul pas en arrière du groupe antisocialiste au CCN, par la voie de Jean-Pierre Page, intervenant à nouveau, mais cette fois en tant que membre de la commission exécutive. Ce fut pour minimiser une bavure, celle de l'utilisation de ces badges non signés, présentant le point socialiste tenant une matraque en lieu et place de la rose, matériel qui se répandit parallèlement à l'opération SKF : « *C'est pourquoi nous ne saurions revendiquer l'édition et la diffusion de badges sur lesquels ne figure pas le sigle de la CGT.* » Ces badges, qui furent arborés par nombre de manifestants protestant contre les violences policières à SKF, dont fut victime en particulier Jean-Pierre Page, étaient l'étendard post-SKF. Une bavure... dont l'autocritique est manifestement faite par un autre que par son auteur.

Le secrétaire général conclut les travaux du CCN. Sans pour autant clore les débats. C'est en douceur qu'il montra la responsabilité du gouvernement. Manière de laisser ouverte la discussion pour le 42^e Congrès, et de se montrer quel en était l'enjeu véritable.

Le projet de document d'orientation préparatoire au 42^e Congrès ne reflète pas ses véritables enjeux. De l'extérieur de la CGT, par la session de mai 1985 du CC du PCF et par SKF, une offensive a été menée pour que l'ensemble de la confédération épouse la ligne de dénonciation anti-PS. Cette poussée visait à combler le vide du document d'orientation, bâti pour contourner la question de l'attitude à l'égard du gouvernement.

Les enjeux du 42^e Congrès

Le projet ne voulait régler qu'un débat, celui de l'axe déterminant de l'action syndicale. L'idée maîtresse est que *« la question décisive pour la lutte immédiate, comme pour l'issue à la crise, se situe sur le terrain, au niveau de la gestion des entreprises publiques ou privées... là où se déterminent et s'appliquent les grandes orientations dont nous subissons aujourd'hui les conséquences »*. En guise de perspective syndicale et politique, comme bilan de l'expérience politique ouverte par le 10 mai, n'est offerte que cette option gestionnaire qui parcourt tout le texte, et qui veut dire : pas de mouvement d'ensemble sur les revendications, pas d'action générale posant la question centrale de l'intervention des travailleurs pour qu'ils en finissent avec l'austérité.

Cette position intermédiaire est intenable et n'a pas passé l'été. A SKF succèdent des actions minoritaires, fondées sur des propositions gestionnaires, mais qui ajoutent, en guise de débouché politique, la dénonciation du PS. En d'autres termes, la pression semble bien entraîner la confédération vers une attitude ressemblant à celle qu'elle adopta avant le 10 mai : prendre fait et cause pour un parti, celui qui avant la victoire électorale de 1981, affirmait ne pas vouloir gérer l'austérité de gauche, qui l'a néanmoins fait pendant trois ans, et qui s'érige en juge de cette austérité une fois quitté le navire gouvernemental.

Les tenants de cette orientation se sont exprimés au CCN de juin 1985. Les porte-parole socialistes de la direction confédérale ont également pris position. Reste celle de Henri Krasucki, qui semble jouer personnellement gros dans cette histoire. Peut-être tentera-t-il de minimiser la dénonciation du PS, sachant le prix à payer pour une option aussi fractionnelle de la CGT.

Mais le débat entre eux est biseauté. Les socialistes défendent la politique gouvernementale. Les antisocialistes veulent prendre pour cible le PS afin de servir les

intérêts exclusifs des candidats PC en 1986, pour faire passer dans la CGT l'idée que n'existe plus de débouché politique, que droite et gauche c'est pareil, qu'il faut attendre des jours meilleurs. Henri Krasucki et ses fidèles voudraient accentuer les critiques à l'égard du gouvernement, sans le caractériser, et se cantonner à un tournant systématisé vers la gestion.

Entre ceux qui veulent battre la droite au nom de cette gauche là, au pouvoir, et ceux qui refusent désormais le clivage droite-gauche au nom de la seule vraie gauche, le PCF, le choix ne se pose pas.

S'ouvre ainsi une ère de turbulences dans la CGT. Pratiquant la surenchère dans l'action minoritaire, le PCF et la CGT se retrouvent en concurrence sur le même et exclusif terrain revendicatif, comme après la rupture du Programme commun en 1977-78. L'amalgame, comme on l'a vu à SKF, sera d'autant plus facile à faire qu'est revendiquée la fusion des forces des mairies communistes avec l'appareil CGT local en cas d'intervention policière.

Liant le discours sur la gestion avec ces actions minoritaires, les syndicats, UL ou UD CGT tranchent dans les faits le débat apparu au CCN de juin 1985. Pour différents secteurs, à la fois frustes politiquement et combatifs, cette ligne épouse le désespoir montant, la colère sans horizon. Mais pour maints autres secteurs de la CGT, la tendance au refus de cette ligne passera par un repli sur l'entreprise ou l'activité locale. Voilà qui rendra encore plus difficile les liens entre l'appareil central, ses demandes de cotisations, son matériel. Quant aux instances intermédiaires, elles se montreront plus exigeantes dans la défense de leurs prérogatives.

Plus généralement, la pression fractionnelle antisocialiste a créé une confusion importante. Beaucoup, dans la CGT, condamnent à juste titre l'austérité gouvernementale, concrétisation des trahisons des espoirs du 10 mai 1981. Cette condamnation, pour eux, n'est pas formulée avec clarté depuis la rupture de la coalition gouvernementale PS-PC, mais depuis l'application des premières mesures de rigueur, en juin 1982. A ceux-là, la direction confédérale ne propose que d'ajouter l'adjectif socialiste au mot gouvernement, dans les tracts syndicaux. Et, en guise d'explication anticrise, elle propose de décrire combien le PS est seul responsable du gâchis. La prolongation naturelle de cette attitude consiste à relativiser l'échéance de 1986. Elle s'accompagne d'une activité gauchiste, prenant le raccourci de l'action minoritaire et de division pour pallier au manque de mobilisation de masse.

Les syndicalistes unitaires auront à prendre un autre point de vue, celui de l'unité des travailleurs contre l'austérité. Si cette austérité est à condamner vigoureusement et à combattre, encore faut-il choisir les armes. Pour les syndicalistes unitaires, l'orientation ne saurait être de multiplier les SKF, mais au contraire de bâtir une mobilisation de l'ensemble des travailleurs, fondée sur leurs revendications, donc assurant leur unité et celle de leurs organisations syndicales. Il s'agit de redonner confiance aux travailleurs dans leur force, dans l'action collective, terrain déserté depuis longtemps. Confrontés aux propositions d'actions minoritaires, les syndicalistes unitaires répondront par la nécessité de l'efficacité de l'action de masse, de la construction d'un rapport de forces favorable aux travailleurs contre le patronat et le

gouvernement. Et non faire briller artificiellement le sigle CGT, le temps d'un passage dans les médias, pour paraître plus combatif que les autres.

Rien n'est plus urgent que de refuser la compétition intersyndicale, à laquelle la direction confédérale voudrait acculer tous les syndicalistes, rejetant les autres centrales dans le grand sac contenant le patron, la fausse gauche et le réformisme social-démocrate. La logique de la forteresse assiégée par une armée de collaboration de classes n'est pas une vision de syndicaliste unitaire. C'est une option de chapelle. A la bande des quatre centrales (CFTC, CFDT, CGC, FO) qui signent des accords honteux avec le patronat, les syndicalistes unitaires n'opposent pas SKF, mais une démarche visant à faire appel au personnel pour qu'il défende ses intérêts, dans l'unité. La lutte des classes n'est pas distribution de mauvais et bons points entre syndicats, mais affaire de résistance contre les attaques gouvernementales et patronales. Il s'agit d'organiser la riposte au chômage, à la baisse des salaires, à la réduction de la protection sociale. Pas la coupe de France des confédérations !

Définir les besoins revendicatifs avec les travailleurs, c'est énoncer la base de l'action. Cela tourne le dos aux spécialistes des contre-plans gestionnaires en tout genre, qui n'ont jamais sauvé un emploi !

Il y a un lien absolu entre le dévoiement des luttes vers des actions minoritaires pour une meilleure gestion et la minimisation de 1986, échéance réduite à faire poids derrière les candidats du PCF. C'est, dans les deux cas, réduire la CGT à n'être que la chose syndicale du PCF et non l'outil de défense des travailleurs.

C'est pourquoi, s'agissant de 1986, les syndicalistes unitaires, comme ils l'ont fait dans le passé, doivent refuser que leur CGT soit l'exclusivité d'une fraction

politique la manipulant. Comme ils doivent refuser de considérer que droite et gauche, c'est pareil au nom des trahisons de la gauche. Il convient d'établir que le retour de la droite serait l'occasion d'un saut qualitatif d'une toute autre violence dans les attaques anti-ouvrières. Il convient de combattre l'idée selon laquelle, avec la droite, ce serait plus facile de lutter. La CGT n'a-t-elle pas dit le contraire pendant des années, c'est-à-dire que tout dépendait du débouché politique ? Et, une fois le gâchis réalisé, l'inverse de cette vérité de base serait la nouvelle vérité de base ? Non, le rôle de la CGT n'est pas de faire apparaître des convergences avec un parti, le PCF, ni de filer le train à la division entre partis politiques. Il s'agira d'exprimer, en 1986, ce que les syndicalistes CGT et les travailleurs auront unitairement dit avant, à savoir qu'il faut à la fois condamner la politique d'austérité, s'y opposer par tous les moyens, et s'opposer à celle qu'une droite victorieuse ne manquera pas d'infliger aux travailleurs.

Pour cela, forts des actions menées auparavant contre l'austérité gouvernementale et l'offensive patronale, les syndicalistes unitaires se prononceront contre le retour d'une droite amenant dans ses bagages l'extrême droite ; ils se prononceront pour un vote ouvrier, et pour bâtir une mobilisation d'ensemble des travailleurs qui garantisse la satisfaction des revendications. Les syndicalistes unitaires se prononcent pour un gouvernement qui, tournant le dos à l'austérité pratiquée par celui en place depuis juin 1982, s'oriente vers une politique de rupture avec la logique des profits capitalistes.

L'antidote à la guérilla anti-PS qui menace de s'emparer de toute la CGT dépend de l'effort des syndicalistes unitaires, pour que la CGT, somme toute, remplisse sa fonction syndicale de classe et de masse.

Le document d'orientation du 42^e Congrès

Le document d'orientation pour le 42^e Congrès confédéral est susceptible de modifications importantes, introduites par les sphères dirigeantes elles-mêmes. Car depuis la publication de ce projet dans *le Peuple* du 25 avril dernier (n° 1192-1193), l'orientation de la CGT a pris un cours nouveau qui remplit les chapitres laissés intentionnellement en blanc dans le texte livré aux syndicats. Voici une synthèse rapide de son contenu.

Point de départ, la lutte contre le déclin de la France prise comme une entité à défendre en soi : « *La France est menacée dans ce qu'elle a de plus vital* » (1-B). « *Le patronat et les forces du capital mènent une offensive de grande dimension pour ramener la France des dizaines d'années en arrière* » (2-A).

Implication immédiate : « *Il est urgent d'enrayer le processus qui met en cause les possibilités de la France de relancer et de moderniser vraiment l'industrie nationale..* » (2-1/35). Cet objectif établi, vient ce qui représente le cœur du document d'orientation : « *Il est urgent et possible d'impulser une politique industrielle fondée sur la défense de notre potentiel...* » (2-1/36).

Dès lors, le mot clé du texte devient la gestion, définie comme l'objectif décisif de l'intervention CGT : « *La question décisive pour la lutte immédiate, comme pour l'issue à la crise, se situe sur le terrain, au niveau de la gestion des entreprises publiques ou privées... là où se déterminent et s'appliquent les grandes orientations* » (2-1/40). Le rôle de la CGT est de formuler « *dans des domaines essentiels, des propositions qui constituent des points d'appui pour le développement de l'action et pour avancer dans le sens d'une issue* » (2-2/4).

Ces propositions concernent les économies à réaliser sur les gâchis financiers et sur la mise en place efficace de la modernisation. Se dessine le grand projet national : « *La CGT affirme avec conviction que nous pouvons ensemble, par la lutte, imposer les conditions d'un développement industriel dynamique, tourné vers l'avenir, fondé sur l'emploi, les productions nationales, la reconquête du marché intérieur... A cet égard, le cadre régional est essentiel pour la construction d'une économie nouvelle, forte et moderne, autour de la volonté de plus en plus affirmée de "vivre et travailler au pays"* » (2-2/41).

Les tâches sont donc les suivantes : « Par la lutte... les salariés peuvent imposer à tous les échelons, atelier, service, entreprise, groupe, la mise en œuvre d'orientations différentes, prenant en compte leur intérêt et l'intérêt national et contribuer à la modification des grandes options nationales et de la logique économique qui prévalent aujourd'hui » (2-2/62). Avec cette précision : « Il s'agit là d'un enjeu essentiel de la lutte, un enjeu de classe que la CGT entend assumer pleinement » (2-2/63).

Ces propositions gestionnaires doivent se formuler en fonction de la coopération entre entreprises françaises : « Il faut en revenir au bon sens ; produire français, en fonction des besoins du marché national, investir et créer des emplois d'abord en France, telles doivent être les priorités. Chaque production relancée, chaque financement regagné pour l'emploi et la production nationale, c'est un degré de liberté qui s'ouvre pour la France, c'est un recul de la domination multinationale et américaine » (2-2/96).

« La CGT se prononce clairement pour la coopération entre industries, entreprises, entre branches, groupes et secteurs, entre nationalisé et privé, au plan national comme au plan régional » (2-2/101).

Les conséquences revendicatives commencent à poindre concrètement. D'abord une souplesse certaine sur les reconversions, « basée sur une formation appropriée pouvant se faire dans la même entreprise, ou ailleurs, mais débouchant sur un emploi effectif valable (sic !) et correspondant à la formation acquise » (2-2/73).

Ensuite une définition de l'action syndicale qui « doit aussi investir les problèmes de gestion. Elaborer avec les salariés de nouvelles propositions industrielles ou financières... » (3-2/73). Même si le document prend la précaution, au paragraphe suivant (3-2/74) de dire que cela ne conduit pas « à se transformer en gestionnaires étroits de l'entreprise ou de sombrer dans le piège de la cogestion ni à délaisser le terrain des revendications ».

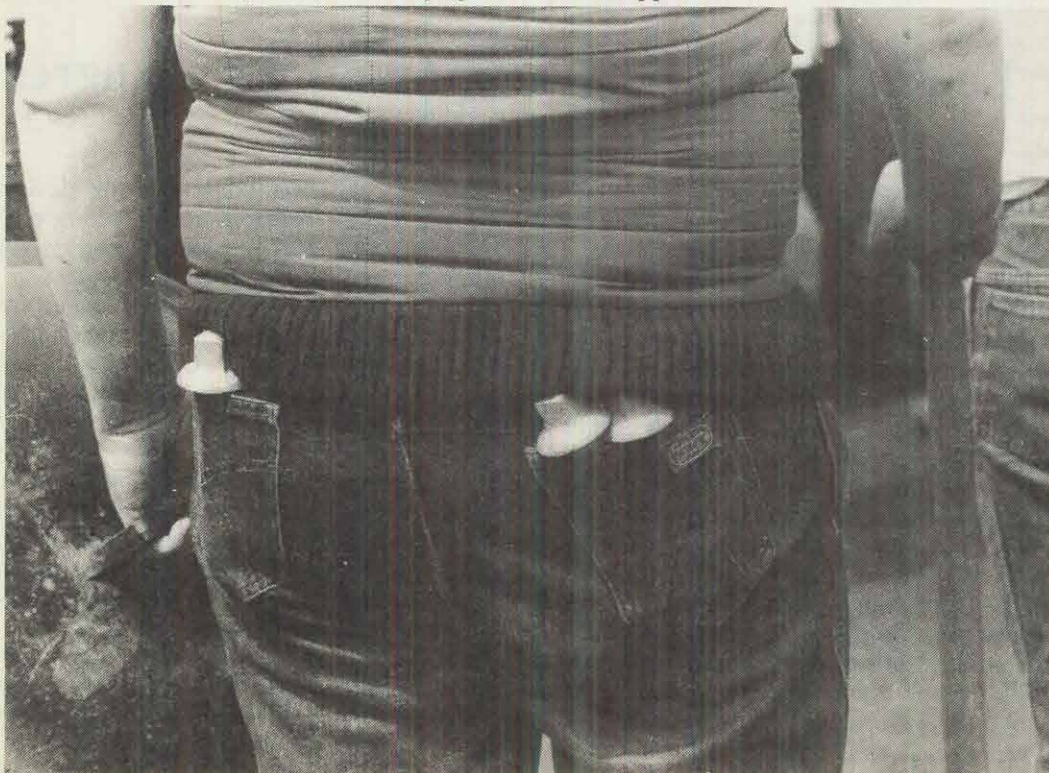
Deux autres conséquences revendicatives apparaissent. La première concerne la priorité donnée aux actions catégorielles : « Il faut dépasser, dans la plupart

des cas, le stade des mots d'ordre rigides, valables pour tous, de l'OS à l'ingénieur. Il s'agit d'apprendre à associer aux propositions donnant le sens général de l'action, la recherche des formes particulières qu'elle peut prendre pour qu'y participe le plus largement possible chaque catégorie » (3-3/15). Pas question d'unifier les salariés autour de grandes revendications communes. Chaque catégorie participe éventuellement à l'action sur ses bases propres, le dénominateur commun étant les propositions industrielles et gestionnaires.

Enfin, l'unité syndicale est traitée en quelques paragraphes lapidaires. Passées en revue, les autres confédérations sont rangées dans la partie « réformisme ». Seule demeure la CGT : « Ce qui est déterminant, c'est avant tout : l'activité autonome de la CGT... » (3-4/7). « La recherche de l'unité d'action a pour objectif le rassemblement dans la lutte du plus grand nombre de salariés possible. Mais il va de soi que, lorsque les circonstances l'exigent, la CGT n'hésite pas et n'hésitera jamais à prendre seule ses responsabilités d'organisation syndicale de classe et de masse et à appeler à la lutte en faisant tout pour favoriser l'engagement massif des salariés concernés, sans renoncer à ses efforts pour la réalisation de l'unité d'action » (3-4/12). Le rassemblement avancé par la CGT autour de ses solutions industrielles s'embarrasse peu de l'unité syndicale.

Dernier chapitre, celui du gouvernement et de 1986. Le document règle la question, l'expédie plutôt, en quelques phrases fragiles : « De la même façon, la CGT confirme qu'elle ne saurait être indifférente à la nature du pouvoir et du gouvernement. Elle fixe sa ligne de conduite à partir de son programme, n'hésitant jamais à soutenir toute mesure qu'elle considère positive pour les salariés » (3-5/10).

Avec ce petit paragraphe, les adhérents sont-ils armés pour franchir le cap décisif de 1986 ? Là réside la faiblesse insigne d'un document qui accentue considérablement le cours gestionnaire, ce qui n'est pas incompatible avec des actions minoritaires telles qu'elles semblent se développer en ce moment.



A SKF, le 5 juin 1985

Essor d'un mouvement syndical indépendant en Afrique du Sud

Sarah LEONARD

L'Afrique du Sud est revenue, depuis des mois, à la une de l'actualité internationale. En réponse au déferlement ininterrompu depuis un an des grèves et des émeutes dans les townships, Pieter Botha proclamait l'état d'urgence dans trente-six des trois cents districts du pays, le 21 juillet dernier. L'inquiétude grandit dans les milieux impérialistes occidentaux, notamment aux Etats-Unis, où Reagan doit manœuvrer pour éluder la question des sanctions à l'égard du régime raciste.

L'angoisse des investisseurs occidentaux en Afrique du Sud est d'autant plus vive que le mouvement actuel n'est pas surgi de rien : il prolonge un spectaculaire essor du mouvement d'organisation syndicale des masses ouvrières noires. Certes, pour l'heure, la révolte est circonscrite aux zones noires. Le peuple s'en prend à tous ceux qui, dans les townships, représentent la collaboration avec l'apartheid : conseillers municipaux et policiers noirs. Et la liste des victimes tombées sous les balles de la répression raciste s'allonge chaque semaine. Mais les zones blanches restent protégées et la vie s'y déroule « normalement ».

La détermination extrême des masses noires ne supplée pas à l'absence d'une stratégie de lutte contre l'apartheid. La question d'une telle stratégie est pourtant présente, de par le poids d'une classe ouvrière noire très importante, de son organisation indépendante croissante, des débats qui traversent un mouvement dont la représentation politique est aujourd'hui assumée par deux regroupements anti-apartheid, l'UDF (Front uni démocratique) et NF (Forum international). Cet article est consacré à l'essor du mouvement syndical et à la perspective qui peut s'en dégager : celle d'une direction ouvrière à la lutte pour abattre l'apartheid, pour la libération nationale et sociale.

L'AFRIQUE du Sud ne ressemble pas aux autres pays du continent. Ce dont l'office du tourisme de ce pays a fait un argument de choc : « L'Afrique du Sud, c'est l'Afrique ; l'Afrique du Sud, ce n'est pas l'Afrique ». L'une des différences les plus marquantes réside dans la puissance industrielle sud-africaine et le développement d'une classe ouvrière numériquement sans équivalent. 30 % de la population active est salariée, contre 2 % environ dans les autres pays d'Afrique noire.

Le développement économique s'est fondé sur la découverte de l'or, dans la seconde moitié du 19^e siècle. Il s'est étendu du secteur minier au secteur manufacturier, mécanisme encouragé par un Etat dont les interventions et le poids dans l'économie n'ont cessé

de se renforcer, en particulier depuis l'accession au pouvoir du Parti nationaliste en 1948. Les exportations de matières premières restent dominantes et l'économie demeure dépendante des investissements étrangers.

Les particularités du développement capitaliste dans ce pays se résument en un mot : l'apartheid. Il s'agit d'un système perfectionné d'exploitation de la main-d'œuvre noire, prisonnière d'un carcan racial institutionnalisé. Les Blancs, au nombre de 4,6 millions, ont classé la population noire en trois catégories. Chaque enfant non blanc est ventilé dès la naissance dans l'un des groupes suivants : « africain » (25 millions), métis (2,6 millions) ou indien (un peu moins d'un million). Il ne peut, sauf décision judiciaire, changer de catégorie raciale sa vie durant. La



Défilé de militants du NUM

politique des bantoustans (ces réserves au territoire morcelé, qui se sont vues octroyer une indépendance bidon) a dépossédé de la nationalité sud-africaine plus de huit millions de personnes. Celles-ci ne sont plus obligées de porter en permanence sur elles le passeport intérieur (« pass ») : elles sont devenues des étrangers dans leur propre pays.

C'est sur l'exploitation de cette main-d'œuvre, qui vit en zone noire mais travaille en zone blanche, que s'est bâtie la prospérité du capitalisme blanc d'Afrique du Sud. Celui-ci constitue la plus grande concentration de richesses minières du monde capitaliste¹. Mais ce développement capitaliste autoritaire n'a pu empêcher la constitution, dans les années soixante-dix, d'un mouvement syndical indépendant et combatif.

Cet essor est d'autant plus remarquable qu'une vague brutale de répression en 1960 avait porté un coup d'arrêt aux mobilisations du peuple noir contre les lois racistes. Ses organisations politiques furent interdites et leurs militants pourchassés, enfermés dans les bagnes. La confédération SACTU, liée au Congrès national africain (ANC, dominé par le Parti communiste d'Afrique du Sud), bien que non interdite, disparut alors dans la clandestinité et sa direction s'exila à Londres. La nuit s'abaissait sur le mouvement de masse. En 1969, il n'existait plus que treize syndicats africains qui regroupaient 16 000 adhérents.

Le réveil du mouvement syndical se produit en 1973. Quand l'année 1972 avait vu la participation de 8 814 travailleurs noirs à soixante et onze grèves, il sont 98 029 à prendre part aux 370

grèves que connaît le pays en 1973. La vague se confirme en 1974.

Les grèves de Durban et le réveil syndical

La police intervint contre 261 de ces grèves, ce qui donne une idée du degré de détermination des grévistes. Les secteurs touchés par le mouvement, textile et briquetterie, sont restés pour l'essentiel concentrés dans la région de Durban, port situé sur l'océan Indien et capitale de la province du Natal. Ces grèves de 1973 donnèrent naissance à dix-sept nouveaux syndicats dont six dans la seule province du Natal. Au textile, vinrent s'ajouter la métallurgie, la chimie et le bois.

La répression du soulèvement de Soweto qui fit plus de 600 morts en juin 1976 ne parvint pas à endiguer cette tendance, bien qu'elle provoquât une baisse du nombre des grèves. Les effectifs des syndicats non raciaux² avoisinèrent les 40 000 en 1977.

Indépendants du patronat, les nouveaux syndicats le sont aussi du syndicalisme intégré, qui est délimité selon les races en vertu des lois de l'apartheid : la Confédération du travail d'Afrique du Sud (SACLA) qui n'admet en son sein que les travailleurs blancs ; le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (TUCSA) dont les syndicats réservés aux Blancs organisent un « syndicat parallèle » pour les Noirs.

Les nouveaux syndicats ont dû se construire contre le corporatisme, contre les bureaucraties intégrées, contre le

1. La RSA est le premier producteur mondial d'or (75 % de la production du monde capitaliste). Ce pays se classe au deuxième rang pour la production de chrome, au troisième pour les diamants et l'uranium, au septième pour le charbon et les phosphates. Il produit 92 % du platine mondial. Sa production minière représente 40 % de son PNB et 60 % de ses exportations.

2. Par syndicats non raciaux, on entend les syndicats qui refusent les délimitations de leurs adhérents sur les critères de l'apartheid. Ce n'est pas le cas de la SACLA, confédération exclusivement blanche, ou du TUCSA, qui regroupe des travailleurs appartenant à des groupes raciaux distincts mais dans des syndicats séparés.

3. Les conseils industriels sont des structures nationales au niveau des branches, où siègent représentants patronaux, syndicaux et de l'Etat.

4. La SACLA a, à plusieurs reprises, appelé à des grèves contre l'obtention par les travailleurs noirs de nouveaux droits qui remettent en cause les privilèges des travailleurs blancs.

patronat et contre l'Etat tout puissant. Autant dire que la lutte ne fut pas aisée. Sous leur pression et alarmé par les émeutes de Soweto, le pouvoir met sur pied deux commissions chargées de proposer une nouvelle législation des relations de travail. La commission Riekert a travaillé sur la question des droits de résidence en zone urbaine, question qui touche au socle de l'apartheid. La commission Wiehahn s'est longuement penchée sur les droits, en particulier syndicaux, des travailleurs noirs. Il en est résulté une reconnaissance de fait du syndicalisme indépendant et l'extension à ces syndicats, sous réserve d'une procédure d'enregistrement, des mécanismes institutionnels de négociation : les conseils industriels³.

En proposant une procédure d'enregistrement, le législateur visait deux objectifs : étendre son contrôle sur les effectifs, les activités et les finances des nouveaux syndicats d'une part ; perpétuer les divisions entre travailleurs blancs et noirs et au sein même de la communauté noire, en refusant une base constitutive non raciale, d'autre part. Ces embûches allaient faire l'objet d'un débat dans le mouvement syndical indépendant, dont la configuration avait déjà évolué.

Des regroupements ont commencé à s'opérer entre divers syndicats de branche et ont donné naissance à deux fédérations : la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU) créée en 1979, et le Conseil des syndicats d'Afrique du Sud (CUSA) formé l'année suivante. A côté de ces deux regroupements existe une multitude d'autres organisations indépendantes, syndicats de branche d'activité ou syndicats généraux sans délimitation industrielle. Le mouvement s'est étendu aux différents secteurs économiques à l'exception des mines (le droit d'y syndiquer ne sera arraché par des syndicats indépendants qu'en 1982), les travailleurs agricoles et domestiques. Tous ces syndicats se constituent sur une base non raciale. Par contre, sur la question de l'enregistrement, des différences existent qui viennent pour partie des origines diverses de ces syndicats : syndicats anciennement affiliés au TUCSA restés enregistrés, syndicats nouvellement créés, voire fusion des deux. Les divergences sur l'enregistrement, ainsi que sur le cadre des conseils d'industrie, susciteront l'un des premiers grands débats au sein du jeune mouvement syndical, tandis que le non racialisme demeurera une ligne de démarcation historique.

A l'orée des années quatre-vingt, le paysage syndical s'est profondément

modifié. L'activité gréviste en 1980 est en très net accroissement par rapport à l'année précédente (207 grèves contre 101 et trois fois plus de grévistes), ce qui est à mettre en relation avec une remontée générale des luttes dans le pays, en particulier dans la jeunesse scolarisée. Les principaux syndicats sont constitués sauf le NUM, syndicat de mineurs affilié au CUSA, qui connaît un développement spectaculaire à partir de 1982. La tendance à l'extension de l'activité et des effectifs des syndicats indépendants ne cessera de se confirmer jusqu'à aujourd'hui. La compréhension de la puissance répressive de l'Etat sud-africain est largement répandue. Comment faire face à un tel Etat, à un patronat omnipotent, à un mouvement syndical intégré à l'apartheid⁴, quand le nouveau mouvement syndical est encore éparpillé, organisationnellement et géographiquement ?

Processus d'unification

Le premier sommet unitaire se tint à Langa, dans la province du Cap, en août 1981. Tout ce qui compte comme organisation syndicale indépendante s'y trouvait. Si l'adoption de résolutions sur la solidarité face à la répression ne faisait pas problème, les résolutions adoptées sur les questions de l'enregistrement et des conseils d'industrie reflètent le compromis entre des positions divergentes.

Sur l'enregistrement, la conférence adoptait la résolution suivante : « Nous reconnaissons les syndicats comme des structures publiques et par conséquent

n'avons pas d'objection à fournir des informations concernant notre constitution, nos finances et notre représentativité. Cependant, nous refusons de nous soumettre au contrôle de qui que ce soit d'autre que nos propres membres. C'est ainsi que nous résistons et rejetons l'actuel système d'enregistrement dans la mesure où il a pour but de contrôler et d'interférer dans les affaires internes du syndicat. La réunion s'est en particulier accordée sur un soutien mutuel pour s'opposer à tout abus des pouvoirs d'enquête confiés aux autorités par la loi sur l'arbitrage industriel. »

Sur les conseils industriels, la résolution est plus nuancée : « La rencontre a rejeté l'actuel système des conseils industriels comme moyen de négociation collective acceptable. La recommandation faite par la rencontre est que les syndicats non membres d'un conseil s'abstiennent de le devenir et que les syndicats qui en sont membres en réfèrent à leurs adhérents respectifs pour ratification. Les syndicats se sont entendus pour un soutien mutuel dans l'éventualité de la résistance d'un syndicat, quel qu'il soit, à sa participation à un conseil industriel. »

Les clivages autour de ces deux questions dominèrent les deux sommets qui suivirent, au cours desquels l'unité semble s'enliser dans les divergences. Pourtant, l'enregistrement et la participation aux conseils industriels ou les liens avec les associations communautaires ne se sont pas révélés être des discriminants entre syndicats plus ou moins combattifs, et encore moins entre syndicats prêts à des concessions à l'apartheid et syndicats hostiles. Le MAWU, affilié à la FOSATU dans la métallurgie, siège dans le conseil d'in-



Les firmes françaises au pays de l'apartheid

La centrale nucléaire de Koeberg a été construite par un consortium français regroupant SPIE-Batignolles, Alsthom-Atlantique et Framatome, qui a de plus décroché le contrat de maintenance.

Renault a une représentation au travers de la société Euromotors présidée par Bernard Vernoux, baptisée Renault-Africa, qui fabrique essentiellement les R 5 et R 9.

Parmi les principales firmes françaises collaborant directement ou installées sur place, on peut citer : Air liquide, AGF, la Comhurex, la CGP, les Chargeurs réunis, CFP, CGE, Imétal, PUK, Peugeot SA, la SN Elf Aquitaine, Thomson CSF, Total (qui alimente en pétrole l'armée et la police sud-africaine), UTA, sans oublier les banques nationalisées grandes et petites. Comme on le voit, les sociétés nationalisées figurent en bonne place dans la collaboration avec l'apartheid. Les ouvriers qu'elles emploient chercheraient en vain les différences avec les employeurs du cru.

Owen Horwood, ministre sud-africain des Finances, déclarait en décembre 1983 à Paris que les relations franco-sud-africaines restaient « excellentes » sur le plan économique et financier. Il ajoutait : « *La politique est une chose bizarre. Ce qui compte en réalité, c'est de maintenir des relations économiques saines.* » La véhémence du ton adopté par Fabius contre le régime sud-africain n'est pas prêt de menacer ce qu'il est convenu d'appeler les « intérêts de la France » dans ce pays.

Pour en savoir plus : la meilleure référence disponible en langue française est le livre publié par le Mouvement anti-apartheid : *L'Explosion syndicale*, n° spécial de la revue *Apartheid Non*, octobre-novembre 1983. (Pour se le procurer, écrire à la revue, 46, rue de Vaugirard, 75 006 Paris. Livre et revue aussi en vente à la librairie la Brèche). *Apartheid Non* a une rubrique syndicale permanente. *Inprecor* publie régulièrement des articles de fond et des informations sur l'Afrique du Sud.

dustrie de cette branche. Il n'en est pas moins le syndicat d'Afrique du Sud qui a mené le plus grand nombre de grèves et remporté le plus grand nombre de victoires, ce qui explique sa croissance (ses effectifs triplent en 1981 et sont presque doublés en 1982). La FOSATU, dont les syndicats sont enregistrés, a mené campagne contre les réformes bidons de P. W. Botha. Surtout, personne n'arriverait à démontrer que les syndicats ayant accompli les formalités d'enregistrement, en gagnant devant les tribunaux le droit de le faire sur une base non raciale, en sont pour autant plus étroitement contrôlés que ceux qui s'y sont soustraits. Ces questions ont d'ailleurs été reléguées au second plan par la suite.

Passablement irrité de la lenteur du processus d'unification, un pôle syndical regroupant la FOSATU, le FCWU (alimentation, conserverie) et le GWU (syndicat général) décida d'accélérer les choses. La concrétisation de ses efforts eut lieu lors du 4^e sommet tenu dans la région du Cap, à Athlone, les 9 et 10 avril 1983. Lors de cette réunion furent jetées les bases d'une future fédération unitaire. Les rapports de forces (la FOSATU et le CUSA dominent le mouvement syndical indépendant avec plus de 120 000 adhérents chacun) et la crainte de la marginalisation ont eu raison des hésitations de plusieurs syndicats. L'essentiel du mouvement soutint le projet. Un comité paritaire a été mis sur pied avec la tâche d'élaborer la

constitution de la future fédération, comme l'avaient fait les syndicats qui ont formé la FOSATU. Au sein du CUSA, des tensions sont apparues entre le NUM (qui annonce 100 000 adhérents) et la direction de cette fédération jugée trop peu impliquée dans l'unité. Si les discussions ont semblé marquer le pas, la nouvelle fédération devrait normalement voir le jour cette année.

L'UDF et les syndicats

Lancé par un meeting qui réunit 5 000 personnes dans la banlieue du Cap, le Front uni démocratique (UDF) s'est assigné un objectif : combler un vide en l'absence d'organisations politiques légales de la communauté noire. En 1960, le Parti nationaliste avait réduit au silence ou à l'exil les organisations comme l'ANC, le PAC ou l'UM, après une période de vastes mobilisations anti-apartheid⁵.

L'UDF s'est tout de suite placée dans la continuité de la *Charte de la liberté*, adoptée en 1955 par les représentants d'organisations des différentes communautés (selon le classement officiel). De fait, ce front apparaît par la composition de sa direction comme une représentation du courant de sympathie autour de l'ANC. S'y allient notamment des ecclésiastiques de haut rang comme le président de l'Alliance mondiale des

églises réformées, le révérend Boesak, ainsi que le syndicat étudiant blanc et des représentants d'organisations de petits patrons noirs.

L'UDF assure fédérer sous sa bannière 700 organisations de taille variable. Cependant, en dehors d'une direction désignée lors du meeting de lancement, le Front uni démocratique ne s'est pas donné de structure de base autre que des directions provinciales. Gagner à lui les syndicats indépendants était son objectif avoué : il bénéficierait ainsi d'une base sociale dans toutes les couches opprimées, notamment dans la classe ouvrière, et gagnerait une base militante solide.

Certains syndicats ont d'emblée rejoint l'UDF : le SAAWU, et un petit syndicat de l'automobile. L'une des deux fédérations (CUSA) a adhéré simultanément à un autre regroupement rival de l'UDF, le Forum national (NF). L'UDF a cependant échoué à attirer à lui l'autre fédération indépendante (FOSATU) ainsi que les syndicats de branche ou généraux les plus significatifs. Le syndicat des médias, dont certaines branches provinciales avaient décidé d'adhérer, a connu une scission pour ce motif.

Les syndicats qui refusent de se joindre à l'UDF ont publiquement explicité leur décision. « *La FOSATU pense que l'unité de buts créée au sein des organisations contrôlées par les travailleurs, dont la base et les objectifs de classe sont clairs, se perdrait au sein d'une organisation telle que l'UDF. L'UDF représente une structure d'intérêts de classe sans structure constitutionnelle claire dans laquelle la majorité des citoyens peut contrôler l'organisation. L'UDF a cependant une position progressiste en ce qui concerne l'oppression politique de la majorité des Sud-Africains et c'est pour cette raison que la FOSATU salue et soutient son opposition au projet de constitution.* »

Dave Lewis, secrétaire général blanc d'un autre syndicat indépendant, publiait dans une revue ouvrière de discussion un article exposant les raisons analogues du refus de provoquer une division au sein des travailleurs noirs syndiqués, sur cette question. La polémique qui a suivi, notamment dans les colonnes du journal londonien du SACTU, lié à l'ANC et au PC sud-africain, a été parfois violente. Dave Lewis fut traité par ses adversaires de petit bourgeois coupé des réalités.

Les syndicats hostiles à l'adhésion à l'UDF insistent sur le contrôle démocratique des travailleurs sur leurs organisations et la nécessité d'une direction ouvrière. Les responsables de l'UDF ont un autre langage, tel Patrick Lekota, qui déclarait à la revue *Solidarity* :

« L'UDF n'est pas une organisation de classe. Il n'entend pas travailler pour les intérêts de la classe ouvrière, des capitalistes ou de la paysannerie. Il est une alliance de ces classes. Tous ceux qui n'ont pas de droits politiques et veulent se battre ont leur place dans le Front. Nous n'avons jamais prétendu être dirigés par la classe ouvrière. »

Au centre de ce débat, qui n'empêche pas l'unité d'action possible, comme dans la grève générale du Transvaal ou contre la répression, se trouve la question fondamentale de la direction à construire et les limites des alliances, pour résoudre à la fois la question nationale et arracher la libération sociale des exploités d'Afrique du Sud.

La construction d'une direction ouvrière était l'un des problèmes de fond abordé dans le rapport du secrétaire général de la FOSATU au deuxième Congrès de cette centrale en avril 1982. Ce rapport, repris dans plusieurs publications, a été l'objet d'une charge polémique de la part du PC sud-africain dans son organe *African Communist*. Il l'accuse d'ouvriérisme et d'économisme, et surtout de ne pas prendre en considération la direction ouvrière existante, le Parti communiste sud-africain. Le titre de cet article, « Un syndicat n'est pas un parti politique » démontrait bien la volonté de confiner chaque organisation à sa place. Sous le titre « Les dangers du "marxisme légal" en Afrique du Sud », le dernier numéro d'*African Communist* s'en prend à nouveau à des publications anonymes et à la direction de la FOSATU, suspectée d'être « fascinée par l'exemple du Brésil ». L'auteur de l'article rappelle que « le Brésil figure aussi dans le programme d'études mis au point par les universitaires investis dans les tâches de formation de la FOSATU et fait l'objet de discussions dans le journal de la FOSATU ».

Un parti des travailleurs ?

Il est sûr que l'exemple de la construction du parti des travailleurs par les cadres qui ont émergé de la renaissance syndicale à la fin des années soixante-dix dans le bassin métallurgique de Sao Paulo a de quoi inspirer les militants qui ont présidé à la renaissance syndicale en Afrique du Sud. Ceux-ci ont suivi avec autant d'intensité le cours de la révolution polonaise. Face au courant ANC-SACTU-PC pour qui Solidarnosc n'était qu'une bande de contre-révolutionnaires financés par l'impérialisme

américain, nombre d'entre eux ont dû suivre attentivement la montée et la structuration du mouvement.

Les attaques du PC sud-africain indiquent que, derrière le débat sur l'adhésion ou non à l'UDF, se déroule une course de vitesse pour la direction du mouvement syndical indépendant. On mesure l'incidence qu'a, dans ces circonstances, le débat sur la construction d'une centrale syndicale unique (problème qui s'est posé au Brésil avant le lancement de la CUT, centrale unique des travailleurs).

Il serait faux de croire que la divergence se limite à un refus des alliances de classes. Dans le contexte de l'apartheid, la masse des exploités ne se réduit pas à la classe ouvrière. La vraie divergence se précise de plus en plus comme celle des couches sociales qui seront dirigeantes dans le processus de libération nationale et sociale.

Il est impossible, aujourd'hui, de prévoir les formes de représentation politique que se donneront les masses noires, ou de délimiter la direction d'un futur parti des travailleurs : somme de plusieurs directions syndicales ou de parties d'entre elles, fusion de ces directions avec d'autres directions du mouvement de masse ? Cela sera largement déterminé par le cours des luttes elles-mêmes. La montée et la convergence des luttes, leurs forme et contenu de plus en plus prolétariens ont provoqué et utilisent la période d'« ouverture » qui a débuté à la fin des années soixante-dix. Jusqu'à quel point les secteurs patronaux, qui ont préféré l'attitude « réaliste » de la négociation et souhaitent réformer l'apartheid pour prévenir l'explosion, toléreront-ils les avancées des masses exploitées d'Afrique du Sud ? Cela dépendra des rapports de forces au sein de la classe dirigeante blanche mais aussi des pressions internationales qui pourront s'exercer sur le régime raciste.

Les syndicats indépendants l'ont compris qui ont déployé des efforts pour établir des contacts avec le mouvement ouvrier international. Plusieurs syndicats siègent à la Fédération internationale de la métallurgie, ce qui a permis des interventions sur des conflits ou sur des cas de répression. Les actions qui sont possibles en France, notamment vis-à-vis des firmes françaises impliquées dans la collaboration avec Pretoria, pèsent dans la balance pour aider au développement du mouvement syndical sud-africain. C'est en isolant le régime que le mouvement ouvrier international offrira aux syndicalistes indépendants la meilleure protection contre la répression.

5. L'ANC, créé en 1912, sur des bases non violentes, mène durant les années cinquante des campagnes pour les droits démocratiques. Il connaît une scission en 1959 qui donne naissance au PAC. Tous deux s'orientent vers la lutte armée après la répression de 1960. L'Unity movement (UM) fut créé par des cadres issus du trotskisme. Cette organisation s'opposait à l'ANC dominée par les staliniens.

Remobilisation ouvrière en Espagne

Entretien avec Miguel ROMERO,
dirigeant de la LIGA COMUNISTA REVOLUCIONARIA

Le VII^e Congrès de la Liga comunista revolucionaria (section de la IV^e Internationale de l'Etat espagnol, s'est tenu du 25 au 28 juillet à Madrid. Il a réuni plus de deux cents délégués et observateurs : de nombreuses organisations de l'Etat espagnol, comme le Mouvement communiste (MC), les Commissions ouvrières (CCOO), le mouvement anti-OTAN (CAO), l'EMK¹ et bien sûr des camarades du POUM, quelques délégations de l'Internationale, du PRT mexicain, du PSR du Portugal, de la LCR de France et du Secrétariat unifié.

Sous le slogan « La solución : la revolución », les délégués ont débattu de la situation politique, de la stratégie révolutionnaire, du travail et des tâches de l'organisation pour les prochaines années dans les différents secteurs, mouvement ouvrier, mouvement pour la paix, mouvement femmes et la jeunesse. Ces débats eurent lieu après deux succès incontestables du mouvement de masse : le 5 mai dernier, des centaines de milliers de personnes manifestaient contre l'OTAN et les bases américaines ; le 20 juin voyait la réussite de la grève générale appelée par les syndicats (moins l'UGT² bien sûr !) contre la politique gouvernementale d'attaque de la protection sociale. Dans ces deux échéances, nos camarades ont joué un rôle important. La LCR est implantée dans l'Etat, elle représente une force organisée dans trente villes et ses trois fédérations les plus fortes sont en Euskadi, en Catalogne et dans la province de Madrid. 30 % des militants sont dans la production et elle a une petite expérience de travail paysan en Andalousie. Elle compte 25 % de camarades femmes et 250 camarades dans la JCR.

A l'issue de ces quatre jours de débats, nous avons demandé à Miguel Romero, membre du BP de la LCR, de faire le point sur la situation et celle de son organisation.

● Depuis le pacte de la Moncloa³, le mouvement ouvrier a connu un recul assez fort. Dans ces conditions, comment fut possible la grève générale du 20 juin, comment s'est-elle déroulée, quels en sont les fruits ?

Du pacte de la Moncloa à l'année 1981, on a connu une destruction massive de l'avant-garde du mouvement ouvrier. Une majorité des cadres de la lutte antifranquiste se sont retirés de l'activité. Mais une minorité a résisté et est restée organisée dans les usines.

L'année 1981 a vu la naissance d'un mouvement différent, le mouvement anti-OTAN, composé de jeunes, de militants, avec peu d'ouvriers mais un impact très grand dans la société. Ce mouvement a démontré qu'il fallait lutter et a animé la vie politique du pays.

Cela s'est combiné avec la victoire électorale du PSOE⁴ qui créa certaines illusions. Les gens n'espéraient pas beaucoup du PSOE mais attendaient quand même une situation meilleure, avant tout pour les problèmes du chômage et de la reconversion industrielle. Mais il apparut vite que le PSOE faisait une politique sociale beaucoup plus dure que n'importe quel gouvernement de droite. Dans cette situation, des secteurs ouvriers comme les sidérurgistes ou les travailleurs de la construction navale, où les révolutionnaires ont un poids réel, sont passés à l'action et ont rencontré un appui social très important. Ce furent les mobilisations les plus importantes depuis 1978. Les révolutionnaires, bien qu'isolés dans les Commissions ouvrières durant le pacte social, avaient commencé à rencontrer

1. Mouvement communiste (MC) : organisation révolutionnaire d'origine maoïste avec laquelle la LCR réalise une certaine unité d'action.

Commission ouvrière (CCOO) : centrale syndicale liée au PCE dans laquelle on retrouve les différentes fractions de ce parti, les organisations issues de ses différentes scissions et de nombreux groupes d'extrême gauche.

EMK : nom du MC en Euskadi.

2. UGT : Union générale du travail. Confédération syndicale liée au PSOE.

3. Pacte de la Moncloa : pacte social signé en 1976 par lequel les organisations du mouvement ouvrier apportaient leur appui à la transition du franquisme vers la démocratie bourgeoise et renonçaient à la lutte pour la défense des intérêts ouvriers.

4. PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol. Aujourd'hui au gouvernement.

un écho, ce qui modifia les rapports de force à l'intérieur des CCOO. La crise du PC se manifesta ouvertement lors du congrès de cette centrale, et la ligne de résistance gagna en influence sur les syndicats.

Nous nous servions de cette situation pour faire pression sur la direction. Un thème principal de notre agitation a été la grève générale de solidarité. Nous n'arrivions pas à l'imposer mais cette idée prit de l'importance. Et quand apparait la grande attaque contre la Sécurité sociale, cette idée s'impose. La direction même, soumise à une forte pression de la base, s'est décidée à convoquer la grève générale.

Ce fut un énorme succès, avec la participation la plus importante chez les travailleurs de l'industrie : 90 % dans la métallurgie, 80 % dans le bâtiment, 30 % dans les services. Les cadres syndicaux ont cru à cette grève, qui a été convoquée de manière unitaire par les syndicats sauf l'UGT. L'expérience la plus importante pour l'avenir fut celle des piquets de grèves. A zéro heure, cent mille travailleurs étaient là organisés unitairement. Il y eut des manifestations et, souvent, des affrontements avec la police.

Avant la grève, il y eut un travail important de préparation des syndicats combattifs avec la gauche révolutionnaire. L'envie de lutter était très importante et nous avions décidé que 100 % de notre organisation (la LCR) serait dans les piquets. Ce fut une expérience inoubliable.

Une grande partie des cadres qui ont fait les piquets essayaient encore, il y a deux ans, de justifier le pacte social. C'est dire l'importance de cette grève générale pour le futur. Nous avons fait la démonstration qu'il était possible d'organiser la grève générale, malgré ce que disaient les directions syndicales. Le vrai changement dans la situation du mouvement ouvrier est que beaucoup de gens, à un niveau de masse, ont compris qu'il fallait lutter, même si les chances de vaincre étaient limitées. C'est une volonté de résistance, contrairement à la démoralisation qui sévissait il y a quatre ou cinq ans après chaque échec d'une lutte.

● *L'UGT n'a pas appelé à cette grève générale. Quels sont les rapports du PSOE, qui dirige ce syndicat, avec le mouvement ouvrier ? Y a-t-il des possibilités de divergence au sein du PSOE ?*

Le PSOE a des relations organiques très faibles avec le mouvement ouvrier. Un exemple : au congrès du PSOE l'an dernier, il n'y avait pas un seul ouvrier de la production. 70 % de ses membres sont des fonctionnaires de l'appareil

d'Etat. Le PSOE s'appuie sur l'UGT qui est un syndicat avec une force considérable, mais peu de capacités de mobilisation et qui repose sur les couches les plus conservatrices du mouvement ouvrier. Ce syndicat rencontre une difficulté à jouer les courroies de transmission — on appelle ses cadres les « contremaîtres du PSOE » — parce que le gouvernement socialiste ne peut pratiquement faire aucune concession sur le terrain social.

La crédibilité de ce gouvernement auprès des travailleurs est aujourd'hui très faible, ce qui n'exclut pas, bien sûr, un appui électoral. Mais du point de vue de la confiance politique envers le PSOE, il y a peu d'illusions. Le slogan principal du PSOE, « Moderniser », montre qu'il n'a rien à offrir, que c'est un projet abstrait, peu convainquant quand il s'agit de faire des sacrifices.

Du fait de cette faiblesse des relations organiques du PSOE avec le mouvement ouvrier, les luttes importantes ne produisent pas de grandes différenciations en son sein. Le seul événement qui pourrait produire ces différenciations serait un échec électoral. Les conflits entre le gouvernement et l'UGT lors de la grève du 20 juin, — car le syndicat ne pouvait appuyer directement le pouvoir — apparaissent comme des divergences au sein de la même famille !

● *L'autre partie de la gauche réformatrice, le PCE, connaît une crise très grave. Après l'exclusion de l'aile la plus droite et du courant « pro-soviétique » autour de Callego, la dernière rupture provient de Carrillo avec son successeur Iglesias. Quelle est la situation du PCE et les raisons de ces ruptures ?*

La lutte de Carrillo dans le PC est une lutte d'appareil, deux tendances d'appareil s'affrontent. Elle a cependant un certain contenu politique. L'idée la plus importante de Carrillo est que le PC doit se différencier de manière très claire du PSOE, comme une opposition plutôt dure au gouvernement, afin de récupérer la gauche du mouvement ouvrier et renforcer son identité. Cela ne vaut d'ailleurs pas que pour le PC. Un parti de gauche aujourd'hui, dans l'Etat espagnol, doit se présenter comme une opposition dure au gouvernement pour rencontrer un écho favorable.

Santiago Carrillo craint la concurrence des « pro-soviétiques ». C'est pour cela qu'il recommande à parler de la Révolution d'Octobre et ne critique plus l'URSS. Il veut affirmer l'image du parti et ses traditions. Il est pourtant mal placé pour donner cette image gauche, lui qui a dirigé le parti avec la politique

la plus droite. De plus, dans la pratique, les carrillistes ne font pas cette politique de gauche, radicale, par exemple dans les CCOO. L'unique espoir du courant Carrillo est que le PC subisse un échec électoral très important, de manière à ce qu'il puisse revenir à la direction. Il prendrait alors en main un parti très affaibli. Si ce scénario ne se réalise pas, il est possible que la majorité des militants du courant Carrillo rejoignent le parti « pro-soviétique » ou rentrent tout simplement chez eux.

Le projet Iglesias est de refaire l'expérience du PSOE — du PSOE de la victoire électorale — sous sa propre direction. Leur hypothèse est qu'il existe un bloc social à gauche qui a voté PSOE en 1982, qui est déçu aujourd'hui et qu'ils peuvent récupérer en reprenant plus ou moins les mêmes propositions que le PSOE d'alors. Avec un parti très affaibli, Iglesias a dû envisager une politique de convergence parce qu'il savait que, seul, le PC n'était pas capable d'attirer ce bloc social. Il a donc essayé de donner une image nouvelle du PCE avec la politique de convergence : en théorie, une volonté de construire une unité à la gauche du PSOE ; en pratique récupérer l'image de marque du PSOE de 1984 pour éviter une déroute.

Cette politique ne rencontrera pas de succès important, même si les scores électoraux peuvent augmenter un peu (passer de 5 % à 8 ou 9 %), ce qui peut apparaître comme une petite victoire.

En aucun cas le parti ne recouvrera son poids politique. Car cette ligne est impossible. Dans les deux mouvements de masse les plus importants, il n'a pas de forces suffisantes. Dans le mouvement anti-OTAN, ses forces sont importantes, mais il n'a pas l'hégémonie. Il contrôle les CCOO, mais de manière très affaiblie, laissant la direction de nombreux secteurs à d'autres courants, par exemple la métallurgie à Carrillo et Barcelone aux « pro-soviétiques ».

● *Six semaines avant la grève générale, il y avait des manifestations contre l'OTAN et Reagan. Quelles sont les relations entre ces deux importants mouvements ?*

Ces relations sont peut-être le facteur le plus important de la situation politique pour l'avenir. Les choses ont beaucoup progressé depuis deux ans. Le mouvement ouvrier a commencé à avancer les revendications pacifistes. Nous, LCR, avons commencé à faire des référendums sur l'OTAN dans les usines ; aujourd'hui, c'est une politique généralisée des CCOO. Le mouvement ouvrier a joué un rôle important dans

les mobilisations du 5 mai et ça va continuer.

L'avancée existe aussi dans l'autre sens, les principales organisations pacifistes ayant appelé à la grève générale. Elles n'ont cependant pas joué un rôle important ce jour-là. Elles avaient des difficultés pour être opérantes, pour savoir que faire. Nous avons proposé aux organisations pacifistes de s'occuper des piquets de grève devant les grands magasins. Elles n'ont pas pu le faire. Mais ces relations vont encore progresser et c'est notre travail que de les faire avancer.

● *Le prochain référendum semble déterminant pour l'avenir du mouvement anti-OTAN. Quelles sont les perspectives ?*

Le référendum est une bataille politique décisive. La campagne débute en septembre. L'organisation unitaire, CEOP (Coordinacion estatal de organizaciones pacifistas) pose d'autres problèmes, au-delà du référendum : comme la neutralité de l'Etat espagnol (neutralité conçue comme politique active de solidarité avec les pays dominés), le départ des bases américaines et les revendications antimilitaristes.

Nous préparons donc la continuité d'un mouvement qui, après le référendum, rentrera dans une phase d'agitation nouvelle qui pourra être plus difficile. Il n'y a cependant pas de raisons de croire que le mouvement perdra de l'impact. Même si les conditions sont plus dures, le mouvement devra être plus fort, plus radical.

● *Le VII^e Congrès de la LCR a beaucoup traité la question de la construction du parti et de l'organisation aujourd'hui. Quels étaient les termes du débat ?*

Le plus important pour ce congrès fut de faire du parti un centre d'initiatives, d'actions dans les mouvements de masse, mouvement ouvrier, mouvement anti-OTAN, et aussi dans le mouvement féministe et la lutte contre l'oppression nationale. Dans chaque mouvement, nous développons une politique unitaire avec les secteurs les plus combattifs et avec les organisations de la gauche révolutionnaire. Notre ligne fondamentale est la politique d'unité des révolutionnaires dans les mouvements de masses. Nous voulons avoir une image de parti d'agitation politique et sociale. Notre société, qui est d'une passivité assez grande, est cependant très sensible aux mouvements de masse. L'important aujourd'hui, c'est donc une agitation, une agitation radicale.

Nous allons réaliser cela sur trois thèmes : le syndicalisme de résistance,

la bataille pour le référendum et la préparation de l'après-référendum pour le mouvement anti-OTAN ; enfin, la bataille démocratique : dénonciation de la torture, dénonciation du climat anti-terroriste et solidarité avec Euskadi.

Nous allons faire un effort énorme pour renforcer notre parti. Nous en avons beaucoup discuté dans ce congrès. Des camarades craignaient que notre effort pour renforcer le parti signifie un recul de notre politique unitaire traditionnelle et un recul dans la construction du parti révolutionnaire. Je ne le crois pas. Nous allons avoir une politique très unitaire dans la pratique et la meilleure aide qui puisse exister à notre projet d'un parti révolutionnaire serait que notre parti soit plus fort.

La Ligue veut être un parti présent partout où cela bouge et je pense que, dans les temps à venir, nous allons croître. Nous savons bien qu'un parti ne sort jamais d'une crise par le seul fait de la situation objective. Il faut se battre pour en sortir. Nous sommes en train de gagner cette bataille et ce VII^e Congrès en est une preuve.

● *La question nationale est primordiale dans l'analyse de l'Etat espagnol. Quels sont les rapports de la LCR avec les mouvements nationalistes ?*

Les relations avec les mouvements nationalistes sont importants dans l'action. Mais l'unique mouvement nationaliste est le basque et, dans une certaine mesure, le mouvement galicien.

A propos d'ETA, nous reconnaissons que c'est la direction politique totalement hégémonique du mouvement nationaliste révolutionnaire. Nous sommes inconditionnellement solidaires d'ETA contre toute répression et nous prenons part aux actions du mouvement de libération nationale basque, dans la lutte politique, culturelle, antirépressive...

Mais les relations quotidiennes avec HB (Herri Batasuna)⁵ sont très difficiles, parce que c'est une organisation très sectaire. De plus, nous avons des désaccords très importants avec HB. Nous prenons part en effet, logiquement, à la lutte contre l'oppression nationale, comme communistes. Et eux sont nationalistes révolutionnaires.

Malgré toutes ces difficultés, nous continuerons à chercher les relations politiques les plus unitaires avec HB et avec ETA, qui sont une composante indispensable de la lutte populaire en Euskadi.

5. Herri Batasuna : organisation politique basque liée à ETA. HB recueille 15 % des voix aux élections en Euskadi et a des députés.

VII^e Congrès de la LCR Tribune de discussion

Le VII^e Congrès de la LCR se réunira les 31 octobre et 1^{er}, 2 et 3 novembre 1985. La discussion dans la LCR s'est ouverte au début de l'été à partir d'un projet de thèses politiques adoptées par la majorité du comité central. Les débats portent sur la situation politique actuelle, les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, le bilan de la gauche réformatrice depuis 1981 et les perspectives à l'occasion des prochaines élections de mars 1986. Cette discussion concerne bien des travailleurs et des militants en dehors de la LCR, et c'est pourquoi, conformément à nos traditions démocratiques, elle est rendue publique.

Critique communiste présente ce débat, à travers trois tribunes. D'autres seront publiées dans notre prochain numéro. *Rouge* se fera également porteur de la discussion. Le projet de thèses politiques majoritaire au comité central et deux projets de thèses minoritaires ont été publiés en juillet dans un supplément au numéro 43 de *Critique communiste*. Il est disponible à la librairie La Brèche, et auprès des militants de la LCR pour la somme de 15 francs.

1986 : Pour la LCR, deux défis à relever

Ce congrès doit décider ce que sera l'orientation de la LCR pour 1986. Cette échéance clé prend figure de défi. C'est toute la politique du PS et du PCF, depuis 1981, sinon depuis près d'un quart de siècle, qui va être sanctionnée. Avec le risque majeur que cette sanction se fasse au profit de la droite et de l'extrême droite !

La loi électorale concoctée par Mitterrand vise à étrangler dans le nœud coulant du « vote utile » toute critique, toute aspiration étrangère au jeu politicien. Il faudrait voter PS, sous peine de faciliter le retour de la droite ! Qu'importe que ce PS-là ait mené cinq années durant la politique de la droite, et que nul ne sache si demain il ne s'alliera pas directement avec elle...

Il n'y aurait de place au soleil qu'aux marges, pour le PCF et le Front national. Un PCF qui met une croix sur sa propre participation au gouvernement, son soutien à la politique d'austérité, et qui va appeler à un vote anti-socialiste, en se lavant les mains du reste. Un Front national qui fait sa pelote en apparaissant le plus radical dans la dénonciation de la gauche et, auprès de certains, comme le plus convaincant parce qu'assumant haut et fort le racisme ambiant.

Ainsi, la seule boussole dans ces élections serait de savoir *contre* qui voter !

Tel est le premier défi qui nous est lancé, à nous et à l'ensemble de l'extrême gauche : *être capable de proposer aux travailleurs un vote pour.*

L'extrême gauche doit refuser le piège, celui de la démoralisation et du ressentiment. Se rallier au moindre mal, accepter que cinq ans après l'immense espoir de 1981 il n'y ait d'autre choix qu'entre le néo-libéralisme outrecuidant et mâtiné de fascisme d'un côté et le néo-libéralisme plus ou moins jésuitique de l'autre, ce serait intérioriser l'échec : cela reviendrait à prôner le désarmement politique.

Notre congrès doit nous permettre de définir la campagne qu'il nous faut mener en 1986, une campagne qui ne se cantonne pas à la dénonciation, mais s'affirme en positif. Parce que, face à la démoralisation systématiquement entretenue, à la tentation de l'échec insidieusement distillée, nous devons relever l'étendard de l'espoir.

Une autre voie est possible. Celle sur laquelle, dans les luttes, nous débouchons toujours. Lorsque, avec les ouvriers de l'automobile, de la sidérurgie, des chantiers navals, du textile, il faut lutter pour l'emploi, la dignité, la réduction du temps de travail et la défense du salaire. Lorsque, avec les femmes, face aux plans natalistes et de développement du temps partiel, il faut se battre pour le droit à l'emploi et la libération. Lorsque, avec les immigrés, les beurs et les jeunes, en riposte au racisme et à la montée du fascisme, il faut combattre pour l'égalité des droits. Lorsque, avec les Kanaks, pour tenir à bonne distance le colonialisme enragé, il faut lutter pour la liberté des peuples et des relations fraternelles entre nations libres. Lutter aussi pour la défense des libertés, si violentées lors de l'extradition des militants basques, ou en défense de l'environnement, contre les nuisances et destruction capitalistes.

Il faudra, en 1986, que des candidats et candidates disent que si le choix n'est pas entre la rigueur de gauche et l'austérité de droite c'est parce que cette autre voie existe : celle de la mobilisation, de la lutte. Celle d'une politique qui ait pour objectif la satisfaction des besoins sociaux et qui s'en prenne pour cela aux privilèges des puissances d'argent. 1986, temps d'élections et de débat politique, doit être l'occasion de défendre une orientation résolument anticapitaliste qui seule peut permettre un combat ferme contre la droite et le patronat de s'opposer à la collaboration de classes dans laquelle se sont enfon-

cées jusqu'au cou les directions du PS et du PCF.

C'est ainsi qu'il sera possible de briser les images d'échecs sans fin que nous proposent les miroirs parallèles de la gauche réformiste et de la droite réactionnaire. En expliquant qu'il est possible de voter contre la droite sans cautionner la gauche officielle, qu'il faut sanctionner la gauche sans faire le jeu de la droite revancharde. Bref, qu'il existe une alternative !

Enclencher une dynamique

Nous en sommes convaincus, une telle perspective correspond à l'attente de dizaines de milliers de travailleurs, de militants. Car tels sont bien la caractéristique majeure et le second défi de la situation que notre congrès doit analyser. D'un côté, la classe ouvrière se trouve rejetée sur la défensive. Cinq ans de trahisons de la gauche gouvernementale ont répandu le désarroi et la désorientation. L'action gréviste est à son niveau le plus bas depuis vingt ans. La conscience de classe régresse dans de larges secteurs. Il en résulte un affaiblissement de la crédibilité de l'action collective et des possibilités de mise en mouvement des travailleurs, une régression de l'unité et de la solidarité ouvrières. Mais cette nette dégradation des rapports de force n'a pas détruit le potentiel social, politique et institutionnel accumulé dans la classe ouvrière ces dernières décennies. Des possibilités de contre-offensive ouvrière existent, comme dans une série de pays d'Europe. Les phénomènes de recomposition internes au mouvement ouvrier traduisent une telle situation. Sur près de deux décennies, toute une génération ouvrière a fait l'expérience des impasses dans lesquelles l'avait fourvoyée les directions bureaucratiques. Sans céder aux tendances actuelles au découragement, une partie de cette génération prend ses distances ou rompt carrément avec elles, tandis qu'émergent de nouvelles franges militantes à travers des mouvements sociaux comme le mouvement antiraciste.

Certes, tous ces phénomènes demeurent éclatés, embryonnaires, moléculaires. Le faible nombre de luttes sociales, l'absence de perspectives politiques unifiantes, la faiblesse des révolutionnaires et leurs difficultés à rendre crédible aujourd'hui une orientation anticapitaliste, constituent autant d'obstacles à leur cristallisation en une alternative politique de masse. Pire, la désillusion provoquée par cette gauche faillie, ses traditions bureaucratiques et ses

rapports de manipulation du mouvement populaire rejaillissent, aux yeux de nombreux travailleurs, sur l'extrême gauche elle-même et sur la possibilité de construire un nouveau parti. Il n'en demeure pas moins que l'aspiration à ce qu'il se passe quelque chose en dehors des appareils réformistes se retrouve dans tous les domaines de l'action de classe, au plan local comme au plan national : dans les partis de gauche, dans les syndicats, dans les mouvements de solidarité anti-impérialistes, dans les mobilisations antiracistes, etc.

Confrontés à une telle situation, les révolutionnaires n'ont pas de tâche plus urgente que de stimuler, à tous les niveaux, des formes multiples de rassemblement, d'aider par le débat et l'action de larges secteurs à passer du simple rejet de la politique des vieilles directions à la lutte pour une orientation de classe. Tel est le sens de la bataille proposée par la majorité du comité central, pour le regroupement d'une alternative anticapitaliste. Celle-ci constitue aujourd'hui la seule voie permettant à la LCR de jouer pleinement son rôle d'instrument de la recomposition du mouvement ouvrier en tenant compte de toutes ses caractéristiques, et d'œuvrer à la clarification politique entre les forces, courants et militants concernés par ce projet. C'est ainsi que notre organisation peut se doter d'une orientation concrète de construction du parti des travailleurs plus que jamais nécessaire, en définissant les médiations adaptées à la complexité de la situation.

Ne nous y trompons pas, la démarche proposée n'a rien d'une solution de facilité. C'est sur le long terme que se joue son issue. Comme l'indique le projet de thèses majoritaire : « La faible cristallisation des courants critiques au sein du mouvement ouvrier et, partant, l'hétérogénéité très grande des militants, courants, groupes ou organisations auxquels elle peut s'adresser ne peuvent être surmontées par aucune proclamation artificielle. Il s'agit au contraire d'une bataille de longue haleine, d'une approche globale et de longue durée qui, en s'appuyant sur tous les phénomènes concrets de ce processus de recomposition, vise à lui fournir une perspective politique positive, dans laquelle puissent commencer à se reconnaître ses éléments les plus politisés. » Reste que renoncer à ce pari audacieux, ne pas répondre à ce processus ou, au contraire, s'engager dans des fuites en avant aux issues plus hypothétiques les unes que les autres, reviendrait à ne pas mettre notre courant politique en mesure d'assumer les responsabilités qui sont les siennes.

Les élections législatives et régionales de mars 1986 peuvent représenter

un moment privilégié d'affirmation de ce projet. Chacun le comprend bien, la force de conviction de cette alternative sera directement dépendante de sa capacité unitaire. Que les forces qui combattent la collaboration de classes s'abandonnent à la débânde du chacun pour soi, et elles prendront la responsabilité d'offrir le spectacle lamentable du gâchis et de la division. Qu'elles mettent au contraire en commun leurs ressources, et une dynamique peut s'enclencher, donnant une vigoureuse impulsion aux maturations politiques en cours.

Voilà pourquoi notre organisation doit continuer à militer en faveur d'une large coalition de toutes les forces qui, se situant à gauche de la gauche, et exemptes de toute compromission avec la pratique gouvernementale, sont prêtes à proposer une réelle politique de changement, sur la base de quelques thèmes clés. Voilà pourquoi aussi elle doit continuer à combattre résolument des sectarismes inadmissibles au regard des enjeux, qu'il s'agisse des autopromotions diverses du PCI, de la volonté hégémoniste des Verts ou des attermoissements d'organisations comme la FGA. Voilà enfin pourquoi il lui appartient, tout en poursuivant les discussions nationales, d'agir simultanément et sans volonté de récupération dans les localités et les entreprises. Partout, avec tous ceux qui refusent le retour de la droite tout en condamnant l'action du PS et du PC, nous devons engager la discussion, prendre des initiatives politiques pour que s'affirme — si possible dans des listes départementales unitaires — un large courant anticapitaliste. Un courant qui pèsera lourd dans les combats de l'après 1986. Nous proposerons aux camarades de Lutte ouvrière, avec qui nous devons renforcer nos relations privilégiées, de mener ensemble cette bataille.

Que la LCR soit le ferment de cette dynamique, l'instrument de cette remobilisation : telle doit être notre ambition. Que notre prochain congrès nous en donne les moyens : tel est l'objet du présent débat et tel est le but du document politique soumis par la majorité du comité central.

Georges Tinville

Pour un congrès centré sur la préparation de 1986

Battre l'austérité et la droite

Notre principale critique au projet de thèses qui a été majoritaire au comité central est de ne pas être centré sur 1986 :

Le projet est dominé par l'idée de la défaite de la gauche. Dès le premier paragraphe, il est affirmé que « l'issue des législatives constituera, à n'en pas douter, un reflet de la dynamique des rapports de force entre les classes ». Quand on voit l'appréciation des rapports de forces contenue dans le projet, il ne fait pas de doute sur les conclusions tirées par les rédacteurs. D'autant qu'il est précisé dans le même paragraphe : « Elle sera surtout l'occasion d'un débat de masse parmi les travailleurs et les militants ouvriers sur le bilan de l'expérience gouvernementale de la gauche qui s'achève. »

Dès lors, il n'est pas surprenant que le projet s'attache plus à tirer un bilan critique des années passées et à explorer les pistes possibles de recomposition du mouvement ouvrier au lendemain des législatives qu'à définir une orientation qui permette à la LCR de peser d'ici à 1986. C'est la principale divergence : le projet majoritaire est axé sur la préparation de l'après 1986, le projet que nous soumettons à la discussion est axé sur la *préparation de 1986*.

En effet, notre appréciation est que tout n'est pas jouer pour 1986, qu'il est possible de peser et qu'il n'y a pas d'autre voie pour affirmer et construire la LCR dans la situation actuelle. De ce point de vue nous pensons que le débat engagé au sein de la majorité du comité central sur la caractérisation de la période (y-a-t-il eu un changement de période ou un tournant au sein de la période dans les années soixante-dix ?) est *déplacé* aujourd'hui. Nous ne disposons que de quelques mois d'ici à 1986 ; utilisons les de la façon la plus efficace : en préparant la meilleure campagne possible pour la Ligue.

Qu'on ne s'y trompe pas, notre idée n'est pas que la situation est excellente

et que la victoire est assurée. Nous savons, comme tous les travailleurs, que « c'est mal parti » : la politique anti-ouvrière du gouvernement conduit tout droit à la défaite électorale, sans parler des manœuvres politiciennes du PS autour du projet de front républicain, peu aptes à mobiliser les travailleurs, de la politique de division du PCF. Néanmoins, nous pensons qu'il est possible de renverser la vapeur, qu'il est réaliste de chercher à le faire. Nous connaissons les ravages causés par la politique du gouvernement, la trahison des espoirs de 1981. Nous ne sommes pas disposés à lui apporter une once de soutien, mais nous voulons tout faire pour empêcher le retour de la droite qui représenterait une régression considérable. Ce sentiment nous le partageons avec des millions de travailleurs, électeurs du PS, du PC ou encore beaucoup de ceux qui s'abstiennent parce qu'ils sont écoeurés de la politique de la gauche mais qui, pour autant, ne sont pas prêts à changer de bord. Ce sentiment est simple mais il est puissant. Le mouvement ouvrier peut y puiser les forces pour infliger une défaite aux revanchards de droite et d'extrême droite, malgré et contre les politiques du PS et du PC. C'est dans ce sens que nous considérons que la lutte contre la droite est indissolublement liée à la lutte contre l'austérité, car un tel mouvement ne saurait se dessiner qu'en toute indépendance vis-à-vis du gouvernement dont la politique est la cause première du recul de la gauche.

Le projet de thèses majoritaires relativise largement le danger de retour de la droite : « Après 1986, ... les travailleurs se trouveraient confrontés à une offensive capitaliste redoublée, quel que soit le gouvernement qui verra le jour après les élections. » Une telle affirmation, qui peut sembler pertinente si l'on se place à un degré d'abstraction et de généralité suffisant, fait l'impasse sur l'essentiel : il n'est *pas du tout* indif-

férent pour les travailleurs, pour leurs conditions de vie et de lutte, que la majorité issue des élections soit de droite ou de gauche ; nous savons de quoi est capable la gauche et nous devons tout faire *dès aujourd'hui* pour redoubler la lutte contre la politique d'austérité, mais nous savons aussi de quoi serait capable la droite. Une victoire de ses partis serait le feu vert à une attaque sans précédent récent en France contre l'emploi, les salaires, les travailleurs immigrés, les femmes, les jeunes. Mettre avec légèreté un trait d'égalité entre ces deux variantes, c'est fermer les yeux sur la réalité et se couper des préoccupations de notre classe.

De la même façon, le projet de thèses majoritaire aborde mal la question du PS et du PC. Les rédacteurs se perdent en conjectures sur la crise de ces partis...après 1986 : «... il n'est pas sûr que le PCF, même dans le cas de figure envisagé, soit en mesure de se refaire sur la base d'une défaite du PS. » ; « Après une défaite majeure du Parti socialiste en 1986 pourrait se dérouler (...) une recomposition à froid du type de celle qu'a connue la social-démocratie après 1958 » ; « Après 1986, dans le cadre d'une représentation parlementaire inévitablement diminuée, le Parti socialiste (...) *n'apparaîtra pas comme « le » parti ouvrier...* ». Toutes ces citations ont comme point commun de se placer dans le cadre de l'après 1986 et de tenir pour pratiquement acquise la perspective de la défaite. Or ce qui est important à nos yeux c'est le débat qui traverse ces partis d'ici 1986. Le gros des militants du PS et du PC redoute une victoire de la droite, or les directions de ces partis, chacune à sa manière, y contribue. La direction du PS en cautionnant l'austérité gouvernementale qui frappe son propre électorat, la direction du PC en développant une offensive de division acharnée, après avoir participé à la gestion de l'austérité. De ce point de vue un mouvement contre la droite et l'austérité peut trouver l'oreille de nombreux militants de ces partis, qui constatent en pratique l'impasse dans laquelle les conduit la politique de ces directions. Il est possible de militer ensemble avec des camarades socialistes et communistes contre le retour de la droite et contre les mesures d'austérité. Créer une telle dynamique unitaire est possible, comme le montre la fantastique leçon de choses de SOS-racisme.

Le 15 juin à la Concorde montre qu'il est possible de mobiliser *à gauche* la vraie majorité sociale de ce pays, quoiqu'en pensent Jospin et Marchais. Du coup ce mouvement est partie prenante de l'espoir de battre la droite et d'imposer une autre politique en 1986.

Choisir cet angle d'attaque nous paraît mille fois plus crédible que la recherche d'une troisième voie, d'une « alternative » « à la gauche de la gauche ». Cette orientation de l'« alternative », défendue par la majorité du comité central, est à nos yeux confuse, impuissante et gravement erronée.

Confuse dans la mesure où même les rédacteurs du projet sont incapables de préciser un tant soit peu le cadre d'une telle alternative, sinon qu'il s'agit d'une « perspective générale », que « les formes de ce regroupement ne peuvent être que diverses et en relation avec les itinéraires individuels et collectifs qui y confluent ». Qu'il s'agit d'« établir un cadre commun pour la réflexion et l'action de tous les militants et courants qui ont le but de travailler ensemble à l'émergence d'une alternative anticapitaliste ». Très vague !... et en même temps très restrictif : doit-on chercher uniquement à regrouper ceux qui ont le « but de travailler à l'émergence d'une alternative anticapitaliste » ? Ne vaut-il pas mieux chercher à se lier avec les millions de militants syndicalistes, du PS, du PC, avec les milliers de travailleurs qui sont prêts à lutter *aujourd'hui* contre les mesures d'austérité qui les frappent et contre le retour de la droite, sans pour autant avoir un point de vue « global » sur l'alternative ?

Impuissante, car en deux ans cette démarche n'a pas connu le moindre début significatif de concrétisation. Les rédacteurs du projet majoritaire en conviennent puisqu'ils estiment que leur perspective de « coalition électorale » a peu de chance de voir le jour d'ici 1986 qu'il s'agit en fait d'une démarche à long terme, et proposent pour 1986 une campagne... avec Lutte Ouvrière.

Gravement erronée quant aux bases politiques proposées pour constituer cette alternative et mener la campagne électorale : ces bases sont largement « attrape tout » puisqu'on y trouve tout depuis le « rejet de la politique du gouvernement » jusqu'à l'« Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne » ; tout...sauf la nécessité de battre la droite.

Nous proposons une campagne moins ambitieuse, moins sélective, sur un point : *battre l'austérité et la droite*. Sur cette orientation nous pouvons rechercher des accords et un cadre de travail commun *plus large* non seulement avec des organisations d'extrême gauche (en particulier LO et PCI), mais aussi avec des militants du PS et PC, des travailleurs qui sont prêts à agir avec nous pour 1986 pour *empêcher le retour de la droite* et imposer une *nouvelle majorité ouvrière* contre l'austérité. Dans ce cadre il est inutile de rajouter des mots d'ordre, mais il faut clarifier

l'essentiel : nous présentons des candidats qui s'opposeront à la politique d'austérité, qui combattent contre le retour de la droite, et bien évidemment, là où nous n'aurons pas les moyens de nous présenter, nous appelons à voter pour les partis ouvriers. Voilà les bases de la campagne que nous proposons à la LCR. Nous pensons que c'est la meilleure voie pour construire notre organisation, pour que la Ligue soit un outil efficace pour les travailleurs.

Le congrès se tient malheureusement très tard (nous avions proposé juin), notre campagne devrait déjà être engagée. Raison de plus pour la centrer sur 1986. C'est pourquoi nous avons rédigé un projet de thèses volontairement très court, condensé, qui évite les débats annexes et traite *exclusivement* de la campagne de la ligue pour 1986. C'est sur *cette question* que nous demandons aux militants de se prononcer en votant pour notre projet.

B. Aurore, le 12 août 1985

Une alternative peut en cacher une autre

L'« alternative » est à l'ordre du jour. La LCR n'a pas été la dernière à parler d'alternative anticapitaliste. Aujourd'hui, elle en fait l'un des thèmes principaux de la préparation de son prochain congrès. La tendance 3 s'en félicite.

Les mots ont leur importance. Les actes, encore plus. Et il convient de savoir quelle pratique se cache derrière le vocabulaire commode d'alternative. S'agit-il d'une adaptation tactique à la réalité politique ? Ou bien d'une orientation fondamentalement nouvelle, durable, qui déterminera un nouveau mode d'insertion des militants dans les luttes ?

En ce qui concerne la LCR, ces questions n'ont pas encore de réponse. Une partie de la direction a pris conscience de l'impasse dans laquelle était engagée l'organisation depuis plusieurs années, à force d'analyses délirantes de la situation, de mots d'ordre aberrants et d'interventions inadaptées. Avec l'empirisme de rigueur, elle joue le jeu de l'alternative — avec sincérité, n'en doutons pas. Mais reste le très grand nombre de sceptiques, qui laissent faire en attendant mieux. Et le nombre, non moins considérable, de ceux qui, par conservatisme ou sectarisme, sont hostiles à l'innovation que représente l'alternative.

Bon nombre de ces opposants, déclarés ou potentiels, appartiennent à la majorité traditionnelle de la LCR. Les rédacteurs du document de la majorité le savent, ce qui explique le caractère flou des propositions faites par eux : il faut éviter de rompre l'équilibre qui assure la pérennité du système d'organisation. Il devient dès lors impossible de savoir, à la lecture des textes proposés, si l'orientation « alternative » est une manœuvre destinée à renforcer la Ligue en attendant des jours meilleurs ou une décision sérieuse de travailler autrement. Voilà qui calmera le désarroi des militants !

Non, rien n'est joué à l'intérieur de la LCR. C'est bien pourquoi nous nous

battons pour la clarté. Clarté des analyses politiques, clarté des propositions d'action. Pour nous, « l'alternative » n'est pas une tactique éphémère, encore moins une simple tentative d'arrangement électoral. Elle doit être, à l'échelle des prochaines années, une orientation permanente qui modifie radicalement la conception que se fait la LCR de son rôle dans le mouvement ouvrier, des perspectives du socialisme en France, du type d'organisation que rendent nécessaires les modifications des sociétés européennes.

A situation nouvelle...

La place nous manque pour dire en détail ce qui, dans l'évolution des rapports entre les classes et la situation du mouvement ouvrier, rend nécessaire une politique « alternative » sans ambiguïté. Bornons-nous aux constatations les plus importantes.

L'expérience accumulée, depuis 1981 tout particulièrement, montre que nous traversons une phase de recul des capacités d'action des travailleurs. La crise économique est loin d'être la cause principale de cette régression. Elle n'a fait qu'accélérer une crise structurelle des grandes organisations de gauche, dont le marasme des partis communistes espagnol et français ne représente qu'un cas extrême. Dans ce contexte, il faut bien constater aussi, partout en Europe, des altérations majeures de la conscience politique des larges masses : défiance à l'égard des partis et de la politique en général, progrès de l'individualisme ; symptômes, parmi tant d'autres, d'une situation nouvelle qui rend caduques les analyses habituelles de la LCR (pour sa majorité, nous sommes toujours dans la « période ouverte par Mai 68 ! ») et ses perspectives traditionnelles (préparer le « tous ensemble » !)

Comme toutes les crises majeures, la crise actuelle est aussi source de renouveau. On voit apparaître au pre-

mier plan des préoccupations nouvelles, elles-mêmes issues des problèmes nouveaux que pose l'évolution de la société. Il en est ainsi du pacifisme, de l'écologie et du cadre de vie, de l'aspiration à l'égalité et à la fraternité dont l'antiracisme est une des formes. « Revendications démocratiques », disent certains. Sans doute, mais revendications à potentialités révolutionnaires parce qu'elles attaquent les rapports sociaux dominants. Et n'oublions pas la revendication féministe qui, en dépit du recul des mouvements organisés, est plus que jamais la dimension première de toute lutte contre le pouvoir existant.

Ces thèmes nouveaux qui surgissent sont le fait de groupes et de couches sociales qui font leur entrée dans le combat et y occupent *une place d'avant-garde* (même s'ils ne constituent pas seuls l'avant-garde). On a beaucoup parlé de la jeunesse. A juste titre car l'exemple est probant : tout en même temps, les protagonistes de la lutte antiraciste attaquent sans ménagement un des pans de l'idéologie dominante et refusent, à la base, l'action politique courante. Il est absurde, dans leur cas comme dans celui de tous les mouvements nouveaux, de parler d'un « processus de radicalisation » qui les amènerait à retrouver, tôt ou tard, les points de vue que défendent les révolutionnaires. Il s'agit *d'une forme nouvelle d'accession à la vie politique*.

Se borner à ce constat serait insuffisant. Tous ces mouvements ne parviendront pas automatiquement à adopter des positions anticapitalistes claires. Une bataille politique doit être menée. Elle ne sera efficace que dans la mesure où seront mises en place des formes *d'alliance* nouvelles qui permettent de créer un cadre commun de confrontation et de réflexion. Cadre nécessairement large, fédératif, obligatoirement démocratique, au sens le plus plein du terme.

C'est cela *la perspective* de l'alternative — et rien d'autre. Un moyen de donner une forme organisationnelle souple à la prise de conscience nouvelle de milliers de « gens ». L'essentiel reste à élaborer, à partir de l'expérience. Mais, dès le départ, deux réflexions au moins doivent être faites : il s'agit là d'un processus de longue haleine ; les recettes traditionnelles gouvernant les rapports du « parti d'avant-garde » avec les « organisations de masse », les définitions abstraites du front unique entre organisations constituées sont de peu d'utilité en l'occurrence.

Malheur à qui l'oublierait.

En prêtant une telle attention à des mouvements encore faibles, ne risquons-t-on pas de passer à côté de l'essentiel ? Dans leur configuration actuelle, les

composantes de « l'alternative » ne sont-elles pas marquées de la plus grande confusion ?

...Programme nouveau

A ces objections « politiques », nous répondrons en parlant des Verts. Pour en dire qu'ils sont le reflet assez exact de la situation actuelle. Leur faiblesse est grande ; elle se manifeste tout particulièrement dans leur apolitisme ringard, dans leur incapacité de se situer clairement dans les combats de classe. Leur force, que mesure partiellement leur audience électorale, est de se situer *autre part* que dans le champ politique habituel, de poser publiquement les problèmes de l'écologie, de la paix, qui sont ceux de la majorité des travailleurs. De ce fait, ils sont, bon an mal an, l'expression d'une multiplicité de prises de conscience, qui s'effectuent aussi bien dans l'ancienne extrême gauche que parmi les nouveaux venus à l'action.

Il convient donc de les considérer, eux et tous les mouvements qui se réclament de l'alternative, comme une force significative qu'il ne s'agit pas de réduire comme un obstacle à la progression des idées révolutionnaires, mais de faire évoluer par le débat politique et les propositions d'alliance. Si vous voulez l'unité de tous les travailleurs, commencez par adopter un comportement véritablement unitaire avec ceux qui, aujourd'hui, mènent des luttes d'avenir.

Un tel comportement implique, exige même, des prises de position politiques audacieuses. Les révolutionnaires sont friands de programmes. Puissent-ils comprendre qu'en 1985 il est peu utile de rééditer périodiquement un programme de transition rédigé en 1938 — ou de chercher à le traduire dans le langage de notre temps. Mieux vaut prendre en considération le caractère fondamentalement anticapitaliste d'une série de thèmes aujourd'hui débattus. On a déjà souligné la portée de l'écologie, du pacifisme, du féminisme, de l'antiracisme. Comment ne pas voir aussi que toutes les interrogations sur la nouvelle croissance économique, la finalité de la production *peuvent* déboucher sur une remise en cause du système ? La condition en est que les différentes approches critiques de la société soient unifiées dans une perspective d'affrontement avec l'Etat. Pour y parvenir, il faut vivifier et revivifier l'autogestion, qu'honore et aussi enterre fréquemment la LCR. C'est le moyen de répondre à la fois à la grande volonté d'auto-organisation qui caractérise les forces les plus vivaces et à la nécessité de remettre en cause le pouvoir d'Etat.

Proposer et discuter démocrati-

quement un tel programme, c'est aider à la consolidation du mouvement alternatif. C'est aussi permettre sa jonction avec tous les courants que, dans les syndicats, dans les partis, la crise du mouvement ouvrier libère de l'emprise des bureaucraties réformistes. Que l'on prenne l'opposition de la CFDT ou les « renovateurs » du PCF, l'interrogation est la même : quelles formes de lutte et de mobilisation peuvent permettre une rupture avec le capitalisme ? Nul doute qu'un effort de réflexion autour de ce que peut être un programme d'action alternatif n'aide à répondre à ces interrogations.

Faut-il ajouter un argument supplémentaire ? Tous les problèmes cités n'ont pas été ignorés des révolutionnaires en général, de la LCR en particulier. Mais ils ont été l'occasion de platitudes (l'écologie) ou de bêtises (le désarmement par exemple).

Les aborder sérieusement serait sans nul doute l'occasion d'un salutaire renouveau d'une pensée stratégique, aussi endormie que le Booz de Victor Hugo.

Quant aux conséquences organisationnelles de « l'alternative », nous y reviendrons dans une prochaine contribution.

Denis Berger

1. *Mouvement communiste (MC) : organisation révolutionnaire d'origine maoïste avec laquelle la LCR réalise une certaine unité d'action.*

Commission ouvrière (CCOO) : centrale syndicale liée au PCE dans laquelle on retrouve les différentes fractions de ce parti, les organisations issues de ses différentes scissions et de nombreux groupes d'extrême gauche.

EMK : nom du MC en Euskadi.

2. UGT : Union générale du travail. Confédération syndicale liée au PSOE.

3. *Pacte de la Moncloa : pacte social signé en 1976 par lequel les organisations du mouvement ouvrier apportaient leur appui à la transition du franquisme vers la démocratie bourgeoise et renonçaient à la lutte pour la défense des intérêts ouvriers.*

4. *PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol. Aujourd'hui au gouvernement.*

5. *Herri Batasuna : organisation politique basque liée à ETA. HB recueille 15 % des voix aux élections en Euskadi et a des députés.*

**Quatrième
Internationale**

PROLÉTAIRES DE
TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !



XII^e
CONGRES MONDIAL
de la
QUATRIEME
INTERNATIONALE

janvier 1985

Numéro spécial 17/18

septembre 1985

**Pour
un portrait
de Pierre Frank**

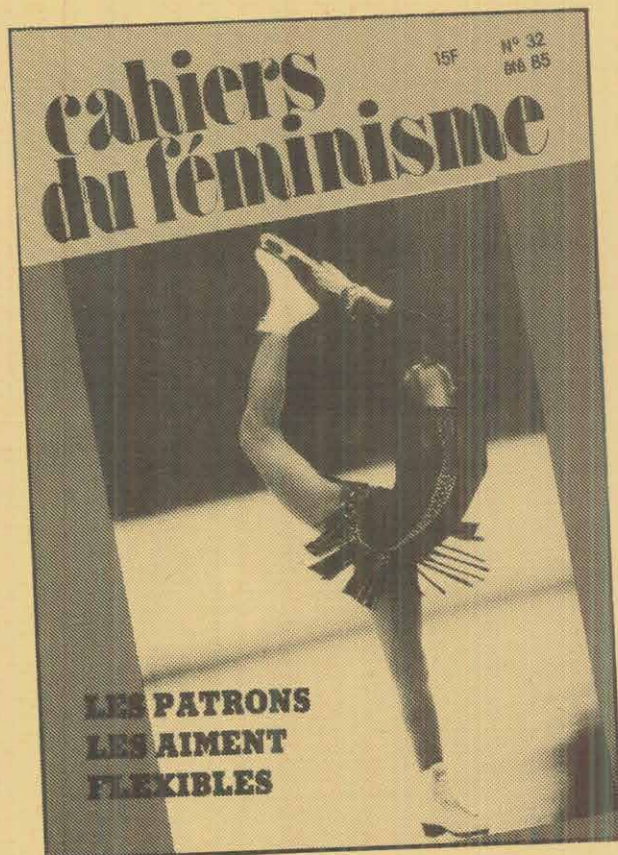
Écrits et témoignages



B
LA BRECHE

**Pour un
portrait de
Pierre Frank
(75 F)**

Témoignages sur
cinquante ans de
vie militante.
Textes inédits de
P. Frank sur la
France
(1934-1968)



librairie diffusion

LA BRECHE



Heures d'ouverture

lundi: de 14h à 20h

de mardi à samedi:
de 12h à 20h

9, rue de Tunis, 75011, PARIS. Tél: 367 63 57

**Critique
Communiste**

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC
Rédaction et administration: 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél: 859 00 80
Directeur de la publication: Christian Lamoite
Imprimerie Rotographie. ISSN 0298-2068. N° CP: 56 5511